Italie 1919-1920
Les deux années rouges

Les années 1919 et 1920 furent pour l'Italie le *biennio rosso*, les « deux années rouges ». Mais ces deux années d'agitation sociale profonde, qui se plaçaient dans le contexte de la vague révolutionnaire partie de Russie en 1917, n'aboutirent pas à la révolution sociale que beaucoup espéraient. Au contraire, le mouvement fasciste de Mussolini préparait la contre-offensive.

Quelle fut la politique des organisations ouvrières pendant cette crise sociale ? Comment les organisations fascistes purent-elles passer à l'attaque et les détruire ? Quelles forces s'opposèrent alors à ce qui fut qualifié de « contre-révolution préventive » ?

Cet ouvrage revient sur cette période méconnue, durant laquelle l'histoire a balancé entre fascisme et révolution.

La collection Éclairage a pour ambition de contribuer à la compréhension de la marche de l'histoire et d'apporter son éclairage sur les éléments du passé, lointain ou proche, dont l'influence se propage dans l'actualité politique ou sociale.

ISBN 978-2-915727-27-2

Prix TTC : 8 €

Photo de couverture
Des gardes rouges à Turin lors de l'occupation des usines, en septembre 1920.
© Archivio centrale dello Stato - Italie

www.lesbonscaracteres.com

Éclairage

Italie 1919-1920, les deux années rouges

4

Éclairage

Histoire



Italie 1919-1920 Les deux années rouges

Fascisme ou révolution ?

Bruno Paleni

les bons caractères

Italie 1919-1920
Les deux années rouges

Fascisme ou révolution ?

© Les Bons caractères – 2011
Imprimé par IMS – 93500 Pantin
ISBN 978-2-915727-27-2
Dépôt légal 2e trimestre 2011

Éclairage
Histoire

– n° 4 –

Italie 1919-1920 Les deux années rouges

Fascisme ou révolution ?

Bruno Paleni

les bons caractères lbc
6, rue Florian – 93500 Pantin

L 'Italie en 1919



Introduction

Dès 1920 en Italie, les bandes de Chemises Noires, d'abord par escouades de quelques dizaines d'hommes, puis par colonnes de plusieurs milliers de *squadristi* armés, s'abattent sur les villes et les villages, s'attaquant systématiquement aux sièges des organisations ouvrières, aux Bourses du travail, aux municipalités socialistes, blessant et assassinant des milliers de personnes. Deux ans plus tard, les fascistes conduits par Mussolini commencent à installer un régime de dictature qui durera plus de deux décennies. Ils seront les inspirateurs du nazisme et ouvriront la voie à une période de réaction qui touchera toute l'Europe.

Cette évolution était-elle inéluctable ? L'histoire n'est pas un enchaînement mécanique. Les années précédant l'avènement du fascisme, l'Europe avait été secouée par une vague révolutionnaire sans précédent. Alors que la Première Guerre mondiale faisait rage, une révolution ouvrière éclata en Russie, en octobre 1917, qui vit pour la première fois la classe ouvrière, unie à la paysannerie pauvre, s'emparer du pouvoir. Les sacrifices exigés par la guerre impérialiste, les souffrances endurées et l'immense espoir que représentait la victoire russe propagèrent la révolution : en Finlande, puis en Allemagne et en Hongrie. Et dans d'autres pays d'Europe, si le mécontentement n'aboutit pas à l'insurrection, il se traduisit par des mutineries dans l'armée, des grèves et des mouvements plus ou moins profonds. En Italie, les années 1919 et 1920 virent se succéder de larges mouvements de grève, avec occupations d'usines et de terres, qui ébranlèrent le pays. Ce fut le *biennio rosso*, autrement dit les « deux années rouges » qui, si elles n'aboutirent pas

à une révolution, inspirèrent néanmoins aux classes possédantes une frayeur telle qu'elle fut un élément déterminant dans le soutien qu'elles apportèrent à la réaction fasciste.

Ainsi, après que la classe ouvrière et les classes populaires italiennes n'eurent pas su, ou pas pu aller jusqu'au bout de leur combat, les classes possédantes, elles, allèrent au bout du leur en imposant une terrible réaction. L'histoire du *biennio rosso* peut se lire comme un cheminement entre deux termes d'une alternative : révolution ou fascisme. Et l'Italie paye encore aujourd'hui, et toute la société européenne avec elle, le fait d'avoir alors manqué une révolution.

Première partie

L'Italie avant 1918 : une construction encore fragile

Chapitre I

Une unité nationale tardive (1859-1870)

Parmi les grands pays d'Europe occidentale, l'Italie connaît le développement capitaliste le plus tardif. Elle souffre encore, au début du XIX^e^ siècle, d'un retard économique que son unité nationale très récente, achevée seulement en 1870, ne lui a pas permis de combler.

Jusqu'à cette unité, le mot Italie est une expression géographique, désignant la « botte » italienne des Alpes à la Sicile, et non une expression politique désignant un État donné. Le pays est en effet divisé en différents États, du Piémont-Sardaigne à la Vénétie et au duché de Toscane, des États de l'Église au royaume de Naples. Les autres États européens, de l'Espagne à l'Empire austro-hongrois ou à la France, y exercent leur influence, occupant même directement certaines parties du territoire.

Avec les guerres napoléoniennes, les idées de la Révolution française pénètrent les cercles de la petite bourgeoisie des villes et un certain nombre de territoires, directement rattachés à la France ou contrôlés par elle, se modernisent. Le code civil napoléonien abolit par exemple les droits féodaux, qui seront rétablis après la chute de Napoléon et la Restauration de 1815. Celle-ci marque le retour de la réaction en Italie : l'Autriche occupe le Nord et garde sous tutelle

une série de duchés dans le centre du pays. La monarchie des Bourbons reprend le contrôle du royaume des Deux-Siciles qui s'étend sur tout le Sud, de Naples à Palerme. Le pape exerce son pouvoir féodal sur un septième du territoire, au centre de l'Italie.

En 1848, la vague révolutionnaire qui balaie l'Europe se traduit par des soulèvements dans de nombreuses villes dont Milan, Venise et Rome. Les garnisons autrichiennes sont défaites et des républiques proclamées. Le roi de Piémont livre une première guerre à l'Autriche, espérant réaliser l'unité de l'Italie sous son égide, mais ses troupes sont repoussées. En juillet 1849, au lieu d'apporter leur appui au gouvernement de la jeune République romaine, dirigée par Mazzini et défendue par Garibaldi, les troupes françaises le chassent. Ainsi la Seconde République française, pourtant née elle-même un an plus tôt d'une révolution, aide à la restauration du pouvoir temporel du pape à Rome.

Le projet d'unité italienne reste ainsi l'otage des calculs des grandes puissances européennes et de leurs intérêts du moment. En 1858, la France de Napoléon III s'allie cette fois au Piémont-Sardaigne contre l'Autriche, remportant les batailles de Magenta et Solferino. Le Piémont peut ainsi s'agrandir de la Lombardie, de la Toscane et de l'Émilie, tout en devant céder à la France, pour prix de son soutien, la Savoie et le comté de Nice. Il reste alors, pour parfaire l'unité de l'Italie, à conquérir la Vénétie, le royaume des Deux-Siciles et Rome, où la France continue à protéger le pouvoir papal.

Le *Risorgimento* (la renaissance, ou la résurrection), nom donné à ce processus de réalisation de l'unité italienne, est ainsi fait d'avancées et de reculs. Pour naître, l'État italien doit combattre sur divers fronts, contre les puissances européennes et, à l'intérieur, contre une partie des vieilles classes possédantes et en particulier contre le pouvoir de l'Église. C'est le Piémont-Sardaigne et la monarchie

constitutionnelle qui le dirige qui réussissent à prendre la tête du processus d'unité. Le *Risorgimento*, mouvement qui donne naissance à un État moderne et à la révolution bourgeoise de l'Italie, est une révolution menée d'en haut, par une monarchie conservatrice. Celle-ci veut parvenir à ses objectifs, mais sans risquer de donner le signal d'un processus révolutionnaire dans lequel les classes exploitées commenceraient à agir pour leur propre compte.

Les « héros » des patriotes italiens, tout républicains qu'ils soient, ont d'ailleurs leurs limites. Mazzini se déclare partisan d'une révolution pour fonder une République italienne à l'échelle de la péninsule, mais hostile à la lutte des classes. Garibaldi, quant à lui, a combattu aux côtés de Simon Bolivar pour l'indépendance des colonies espagnoles en Amérique du Sud et en est revenu auréolé d'une réputation révolutionnaire. Mais cette réputation est basée sur ses exploits et son audace en matière militaire, non sur une politique visant un bouleversement social.

On le voit en 1860 avec l'expédition qu'il conduit en Sicile, restée dans l'histoire comme « l'expédition des Mille ». Garibaldi met le roi de Piémont-Sardaigne, Victor-Emmanuel II, et son Premier ministre Cavour devant le fait accompli en organisant cette expédition pour aller conquérir le royaume des Deux-Siciles. La suite des événements leur montrera qu'ils n'ont pas à en craindre de débordements populaires. Le débarquement des troupes de Garibaldi est accueilli comme le signal de leur libération par les paysans siciliens, qui se révoltent et occupent les terres. Mais l'objectif du général est la chute des Bourbons de Naples et l'annexion du Sud par le Piémont, et non une révolution. Se proclamant dictateur au nom du roi d'Italie, il se retourne contre les masses et organise la répression de la révolte. Pour les paysans de Sicile et de tout le Sud, chez qui la haine pour le régime bourbonien est étroitement associée à

leurs aspirations sociales, la déception est profonde. Elle entraîne des années de révoltes et de rébellions : en Calabre, c'est le point de départ du « brigandage » de bandes de paysans révoltés. En Sicile, les propriétaires ont recours à des bandes armées aux ordres de leurs régisseurs pour mater les paysans. Elles sont à l'origine du développement de la Mafia.

Contrairement aux paysans, les grands propriétaires du Sud sont rassurés sur leur avenir : la chute du régime des Bourbons de Naples, en cédant la place à l'État et à l'armée piémontais, ne remet pas en cause leur puissance sociale. Ils changent juste de protecteur. La mise en place de l'État piémontais, en Sicile et dans tout le Sud, se fait sur la base d'une alliance entre la bourgeoisie et les vieilles classes aristocratiques, d'accord entre elles pour s'opposer, au besoin par la force, aux revendications populaires.

Non seulement la révolution sociale attendue n'a pas lieu, mais le Sud, jusque-là à peine moins développé que le Nord, se retrouve dans une situation de semi-colonie. Ses habitants sont condamnés au sous-développement et à la pauvreté. Les profits tirés de l'exploitation des paysans du Sud sont investis par les grands propriétaires, non pas pour moderniser leurs exploitations, mais dans l'industrie et les banques du Nord, dont l'essor assure un bon rendement. Les paysans pauvres méridionaux doivent également supporter le poids des lourds impôts qui servent à financer les infrastructures nécessaires au développement de l'industrie au nord du pays. La plus-value extorquée aux paysans du Sud est ainsi drainée pour accumuler le capital indispensable à la révolution industrielle qui a lieu dans la partie septentrionale du pays.

Il faut attendre 1870, après la guerre franco-allemande et la défaite de Napoléon III, protecteur du pape, pour que l'armée italienne puisse entrer à Rome et en faire la capitale du royaume unifié

d'Italie. Construction fragile sur le plan politique, elle l'est encore plus sur le plan social. Si les classes possédantes ont de quoi être satisfaites du nouveau cadre politique, il n'en est pas de même des classes populaires qui attendaient une révolution qui n'a pas eu lieu.

L'Italie de la fin du XIX^e^ siècle connaît ainsi une série de mouvements populaires, dont le plus notable est celui des *fasci siciliani dei lavoratori* en Sicile, en 1892-1893. Fascio ou faisceau, terme courant dans les organisations politiques de l'époque, peut être traduit par « ligue » ou « cercle », et ces premiers « *fasci* » siciliens sont des organisations d'inspiration socialiste qui regroupent paysans, ouvriers, mineurs, artisans. Ils se heurtent à une répression violente. Il en va de même dans les autres régions d'Italie, jusqu'à Milan dans le Nord, où la révolte populaire de 1898 est écrasée par l'armée.

Chapitre II

La situation au début du XX^e siècle

La faim de terre des paysans

Dans l'Italie unifiée de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle, la condition des paysans est partout misérable. La malaria et la pellagre sévissent. L'analphabétisme touche la moitié de la population dans les régions agricoles du Sud, comme la Basilicate et les Pouilles. En 1918, 55 % de la population active italienne travaille toujours dans l'agriculture, contre 35 % en Allemagne et 12 % en Angleterre.

L'Italie demeure un pays de grandes propriétés où la terre est cultivée de façon archaïque : les machines agricoles et les engrais industriels sont rares, les rendements faibles, les terres laissées en friche nombreuses. La misère est telle qu'entre 1876 et 1914 plus de huit millions d'Italiens émigrent : en Amérique pour les méridionaux ; en Europe du Nord et en France pour les septentrionaux.

Les grands propriétaires sont pour moitié des aristocrates. À leurs côtés s'est constituée une nouvelle couche de propriétaires. Il s'agit d'avocats, de commerçants, de hauts fonctionnaires qui ont racheté les terres ecclésiastiques vendues lors de la saisie d'une partie des biens de l'Église. Ces *galantuomini* (gentilshommes) de

la ville épousent les filles et les fils de la noblesse en même temps que leurs conceptions archaïques des rapports sociaux.

Les *braccianti* – ouvriers agricoles – mettent en valeur les grandes propriétés. Dans le Nord, ils sont majoritaires principalement dans la plaine du Pô. Au Sud, dans la région des Pouilles, ils représentent 60 % de la population active. Ces journaliers sont pour une part recrutés au jour le jour par l'intendant sur la place du village pour des journées de quatorze heures et plus. Ils ne peuvent espérer travailler plus de cent vingt à cent trente jours par an à cause de la pléthore de main-d'œuvre. Les femmes ont un salaire inférieur de moitié à celui des hommes. Battista Santhià, fils de journalier agricole et futur dirigeant communiste, décrit cette misère, même dans la riche plaine du Pô où il a passé son enfance : « *Les habitations des* schiavandai [ce mot ayant pour étymologie *schiavo* : esclave était la dénomination courante des salariés, utilisée même dans les contrats de travail – NDLR] *étaient alors malsaines : constructions basses, sombres, privées de fenêtres, au sol en terre battue. Je me rappelle que les animaux eurent bien avant nous dans les étables des pavements de pierre. De lit, il n'en était pas question. Quatre planches de bois sur des tréteaux avec une paillasse de feuilles de maïs : voilà notre lieu de repos.*[1] »

Dans le Sud, l'agriculture et les rapports sociaux sont encore plus arriérés. Dans ce Mezzogiorno – Midi en italien – prévaut le système latifundiaire : l'ancienne aristocratie règne sur de très grands domaines. Ces propriétaires se satisfont d'une exploitation extensive de la terre et d'une exploitation intensive des paysans pauvres. Qui plus est, une partie de leurs domaines est laissée à l'abandon.

Dans le centre du pays, les paysans pauvres, exploités eux aussi par de grands propriétaires, sont métayers. Dans le Latium, la

1. L'ensemble des références bibliographique se trouve en fin d'ouvrage, p. 122.

région de Rome, où les rapports sociaux sont restés longtemps archaïques sous la domination papale, les métayers doivent reverser la moitié de leur récolte au propriétaire. Ils sont contraints à des servitudes et des dons en nature, leurs enfants ne peuvent se marier sans le consentement du patron. Leur contrat d'exploitation de la parcelle est précaire, fixé à l'année. Ici, le propriétaire ne s'occupe pas d'investir et le métayer n'en a pas les moyens. Le rendement dans le cadre de ce rapport social hérité du bas Moyen Âge est donc très faible.

En 1911, sur une population rurale de dix millions de personnes âgées de plus de dix ans, on compte en Italie 3,2 millions de métayers et de fermiers locataires de leurs terres et 4,4 millions de journaliers. Les propriétaires sont au nombre de 1,8 million, mais la plupart ne possèdent qu'une parcelle exiguë de moins d'un hectare. La quasi-totalité des terres fertiles est accaparée par une petite minorité de grands propriétaires.

La naissance des ligues paysannes

Les paysans, écartés du droit de vote jusqu'en 1912, car analphabètes, sont dédaignés par les politiciens. Dans le Sud, ils sont écrasés par le travail et la misère et à l'écart des grands courants d'idées nouvelles.

Dans les grandes plaines du Nord, les ouvriers agricoles sont très nombreux et concentrés sur de vastes exploitations. La condition sociale de ces travailleurs salariés des champs est proche de celle de leurs frères des villes, les ouvriers d'usine. Dans la plaine du Pô à partir des années 1880, les paysans s'organisent en ligues (nom donné aux syndicats paysans). De 1882 à 1885, explosent des mouvements spontanés qui impliquent des centaines de milliers

d'ouvriers agricoles. L'armée rétablit l'ordre, 51 000 personnes sont arrêtées, mais plus rien n'entrave l'organisation des journaliers en ligues. Celles-ci sont souvent impulsées par les militants des Bourses du travail des villes voisines. Un lien fort se crée ainsi entre les travailleurs des villes et ceux des campagnes. Les prêtres tentent d'empêcher les prises de parole des militants en tournée, organisant le chahut et faisant sonner à toute volée les cloches, les carabiniers arrêtent les orateurs, mais rien n'y fait : les ligues se répandent dans tout le nord du pays.

En 1908, une grève paralyse plusieurs mois durant la campagne de Parme. Elle est dirigée par Alceste De Ambris, secrétaire de la Bourse du travail de cette ville, et Arturo Labriola[2]. La quasi-totalité des journaliers de la plaine du Pô est alors organisée dans les ligues affiliées à la Federterra (la Fédération de la terre), elle-même membre de la confédération syndicale CGL d'inspiration socialiste. En 1912, sur les 400 000 syndiqués que compte la CGL, 160 000 sont des travailleurs agricoles. L'Église, qui exerce une énorme influence dans les campagnes, tente d'enrayer ce phénomène en créant les ligues « blanches », qui plus tard, en 1919, fourniront une base au Parti populaire italien, d'inspiration catholique.

Un développement et une concentration industrielle accélérés

Au tournant du siècle, le développement économique s'accélère. Entre 1896 et 1913, la production industrielle augmente de 245 %. Les capitaux français et allemands sont attirés par un pays où la

2. Critiques vis à vis des réformistes du Parti socialiste qui orientent la lutte vers une conquête parlementaire, ils dirigent tous deux l'Union syndicale italienne, organisation syndicaliste-révolutionnaire qui privilégie l'arme de la grève générale.

main-d'œuvre est bon marché et où de nombreuses infrastructures restent à créer. L'industrie des biens de consommation se modernise, notamment l'industrie textile. Le façonnage à domicile est abandonné au bénéfice de concentrations manufacturières autour de Naples et aussi dans le Nord, en Piémont et Lombardie. L'industrie alimentaire connaît un essor avec la production de pâtes et l'émergence de marques comme Martini, Cinzano, Campari. Dans la chimie, Pirelli bâtit son empire du pneu à Milan.

Mais c'est l'industrie lourde et la construction mécanique qui connaissent le développement le plus spectaculaire. La prospérité exceptionnelle de la sidérurgie est liée à l'intervention de l'État, qui met en place des tarifs douaniers élevés pénalisant la concurrence des aciers étrangers et qui passe d'importantes commandes d'armement et de matériel ferroviaire à des prix au-dessus de ceux du marché mondial. Deux grands cartels de l'acier se constituent : l'Ilva à Naples et l'Ansaldo, sous la direction des frères Perrone, à Gênes. Enfin, au mois d'août 1899, Giovanni Agnelli fonde la Fabrique italienne d'automobiles de Turin, la Fiat. Milan, Turin et Gênes deviennent les capitales économiques du pays. Le fossé continue de se creuser entre le Nord, riche et industriel, et le Sud, pauvre et agricole.

Une classe ouvrière en plein développement

À la veille de la Première Guerre mondiale, les usines italiennes emploient quatre millions de salariés, soit 27 % de la population active (l'Italie compte 36,5 millions d'habitants en 1914). L'ouvrier italien est l'un des plus mal payés d'Europe occidentale. La loi de 1902 fixe l'âge minimum pour travailler à douze ans. La journée de travail atteint généralement quatorze ou quinze heures. La

condition ouvrière, en matière d'alimentation et de logement, fait penser à celle qui existait en Angleterre ou en France un demi-siècle plus tôt.

Dans le Piémont ou en Lombardie en revanche, la concentration dans des usines qui comptent parfois plusieurs milliers d'ouvriers favorise les échanges d'idées, l'organisation syndicale et politique, et crée un autre rapport de forces avec le patronat. Peu à peu, de meilleures conditions de travail sont imposées.

Les anarchistes

À la fin du XIX^e^ siècle, la présence de l'exilé russe Michel Bakounine et l'écho de la Commune de Paris contribuent à la naissance de petits groupes anarchistes composés d'intellectuels et d'artisans. Ils font partie du courant lié à l'Association internationale des travailleurs, l'ancienne Première Internationale, qui après s'être démarquée des idées socialistes de Marx est en déclin dans le reste de l'Europe, mais reste très présente en Italie et en Espagne. L'épicentre du mouvement anarchiste se situe en Émilie-Romagne. Les anarchistes y organisent, avec de petits groupes de militants, plusieurs tentatives insurrectionnelles, espérant soulever la population. En 1894, des militants anarchistes prennent la tête de l'insurrection des mineurs des carrières de marbre de Carrare en Toscane. Plusieurs divisions de l'armée sont nécessaires pour venir à bout des insurgés armés, qui laissent sur le carreau douze morts et des dizaines de blessés. 464 d'entre eux sont condamnés à la prison. L'appareil d'État organise la répression à l'encontre des anarchistes : arrestations en masse, années de prison ou assignations à résidence surveillée dans les îles.

L'influence des anarchistes s'exerce à travers la confédération syndicale USI (Union syndicale italienne), au sein de la Fédération des travailleurs de la mer et du Syndicat des cheminots, mais elle reste moindre dans les grands centres industriels. Là, ce sont les idées socialistes qui se développent à grands pas.

Les Bourses du travail et le Parti socialiste

Depuis l'unification italienne, les militants ouvriers sont influencés par les idées de la bourgeoisie radicale d'une part, par celles du courant anarchiste d'autre part. En 1882, des ouvriers de Milan organisent le Parti ouvrier. Très méfiants à l'égard des institutions dominées par les politiciens bourgeois, ils se consacrent surtout au travail syndical et à la création des Bourses du travail qui organisent les travailleurs de différentes professions sur la base d'une ville et de ses environs, campagne comprise. La levée de l'interdiction des syndicats en 1889 et la vague de grèves des années 1901-1902 contribuent au développement des Bourses : elles sont dès 1902 au nombre de 80 et regroupent 300 000 adhérents. Les Fédérations de métiers en comptent 230 000. À l'image de ce qui s'est passé en France onze ans plus tôt, Bourses et Fédérations fusionnent en 1906 pour donner naissance à la Confédération générale du travail, la CGL (*Confederazione generale del lavoro*). La puissance des Bourses du travail et des ligues permet d'arracher des hausses sensibles de salaire pour les ouvriers qualifiés et les journaliers du nord du pays. Le gouvernement libéral de Giolitti, dans ses tentatives de donner aux syndicats une place institutionnelle, promulgue quelques lois sociales. Cela renforce la tendance réformiste des dirigeants syndicaux, partisans d'une amélioration et d'une transformation graduelles de la société.

Les idées socialistes sont diffusées largement dans la jeunesse estudiantine par des intellectuels comme Antonio Labriola, professeur de philosophie à l'université de Rome, et Filippo Turati, fondateur de la revue *Critica sociale* en 1891. Tous deux correspondent activement avec Engels et Kautsky.

Un parti marxiste voit le jour à Milan en 1892, prenant le nom de Parti des travailleurs avant de se rebaptiser Parti socialiste italien – PSI – l'année suivante. Il regroupe plusieurs formations locales : le Parti socialiste révolutionnaire romagnol, le Parti ouvrier, les groupes de socialistes humanistes (médecins philanthropes, petits bourgeois agitateurs dans les campagnes du nord), les Ligues de paysans et les Bourses du travail ainsi que les animateurs de journaux socialistes locaux. Le parti est dirigé par des journalistes comme Filippo Turati, Leonida Bissolati et Claudio Treves. La plupart appartiennent au courant réformiste, qui s'appuie aussi sur les dirigeants syndicaux, également responsables socialistes, et un groupe parlementaire qui comptera jusqu'à une cinquantaine de députés en 1913. Même si le courant des socialistes révolutionnaires, les intransigeants, dirigé par Lazzari et Labriola, est majoritaire au congrès de Bologne entre 1904 et 1907, puis à partir de 1912, l'influence des conceptions réformistes reste extrêmement forte.

En 1913, le PSI compte 40 000 adhérents, bien moins que les partis ouvriers français, anglais et surtout allemand. La CGL, qui lui est intimement liée, totalise 400 000 adhérents en 1912.

Chapitre III

De la période d'expansion à la guerre

À partir de 1905 seulement, l'expansion industrielle permet aux gouvernements italiens d'infléchir leur politique. Giovanni Giolitti, président du Conseil des ministres à de nombreuses reprises, politicien libéral, met en place des lois sociales : interdiction du travail de nuit pour les femmes et les enfants, confirmation du droit de grève, admission des coopératives ouvrières aux adjudications des travaux publics. Les industriels accordent des augmentations de salaire et une journée de travail plus courte aux ouvriers qualifiés. Il s'agit, à l'image de ce qui se passe au même moment dans les pays les plus avancés d'Europe, de faire quelques concessions à une fraction de la classe ouvrière et à ses représentants syndicaux ou politiques.

En liant les couches supérieures de la classe ouvrière au régime, Giolitti tente d'acheter la paix et la stabilité sociales. C'est ainsi qu'il convainc la composante la plus réactionnaire des classes dirigeantes – épouvantées par les révoltes populaires – qu'il est plus sage d'instaurer le suffrage universel pour les hommes (1912) plutôt que d'employer uniquement la répression. Il s'agit de donner un semblant de représentation aux masses ouvrières et paysannes qui s'agitent et de tenter de déplacer le lieu de la confrontation, de la rue vers l'arène feutrée de l'hémicycle où il est plus aisé d'apprivoiser leurs chefs. C'est l'application à l'opposition socialiste de la vieille

tactique dite « transformiste » des gouvernants italiens. Celle-ci consiste à offrir des postes de responsabilité aux opposants et ainsi à les transformer en alliés. Appliquée dans les dernières années du XIX^e siècle, elle a permis d'acheter l'opposition bourgeoise. En revanche, les propositions de participation gouvernementale faites par Giolitti aux responsables du Parti socialiste resteront vaines, et seuls d'anciens socialistes accepteront.

En même temps qu'ils visent ainsi à une certaine modernisation de l'État italien, les représentants politiques de la grande bourgeoisie n'en continuent d'ailleurs pas moins de s'appuyer sur les forces conservatrices de l'Église et de la monarchie. À l'issue des combats pour l'unification de la péninsule, l'« l'État libéral diabolique » a fait perdre au pape le pouvoir dans ses États, désormais intégrés à l'Italie. Mais si le pape a ainsi perdu une grande partie de son pouvoir temporel, l'Église n'en dispose pas moins d'une profonde implantation dans les villes et les campagnes, à travers une armée de 70 000 prêtres. Elle joue son rôle pour maintenir le paysan italien soumis aux grands propriétaires et l'ouvrier aux nouveaux maîtres, les industriels du Nord.

Quant à la monarchie, elle a désormais un rôle réduit dans ce régime parlementaire libéral. Mais la caste des officiers supérieurs, qui contrôle l'appareil de répression, lui reste très attachée.

1911 : l'aventure militaire en Libye

À une époque où la France et l'Angleterre se taillent la part du lion du dépeçage colonial, la bourgeoisie italienne aspire elle aussi à conquérir des territoires. En 1911, son armée occupe la Libye. Mais la guerre pour contrôler cette dépendance de l'Empire ottoman s'avère plus difficile que prévue. Face à la forte résistance, l'armée

italienne se lance dans une guerre coloniale qui se traduit par un véritable massacre de la population libyenne.

Cependant, en Italie, le mécontentement consécutif à la guerre grandit. Le Parti socialiste organise de nombreuses manifestations pour s'y opposer. Souvent les rails sont déboulonnés et des femmes se couchent sur les voies pour tenter d'empêcher les soldats de partir. Le PSI exclut ceux de ses dirigeants qui se sont déclarés favorables à la guerre : Labriola, Bissolati et Bonomi. Les réformistes perdent la direction du parti. Au congrès du PSI de 1912 triomphent Mussolini, jeune militant socialiste à cette époque, organisateur des manifestations contre le départ des soldats, et Lazzari, vieux socialiste intransigeant. Le premier devient directeur du grand journal socialiste l'*Avanti !* et le second est élu secrétaire général du parti.

La Semaine rouge

L'agitation reprend en 1914, alors que la Première Guerre mondiale est sur le point d'éclater. Dans le pays, les grèves se succèdent et culminent en juin 1914 dans la Semaine rouge. Lors d'un meeting animé par l'anarchiste Malatesta, à Ancône, la police fait deux morts parmi la foule. Les ouvriers se mettent spontanément en grève. Pendant cinq jours, toute l'activité industrielle est paralysée et des conflits armés sanglants éclatent dans presque toutes les grandes villes : à Naples, Gênes, Rome et surtout à Ancône et en Romagne, où les insurgés pillent les armureries et séquestrent un général et où l'anarchiste Errico Malatesta prône l'insurrection générale. Mussolini appelle aux barricades à Milan. En Romagne et dans les Pouilles, les travailleurs prennent d'assaut les mairies, proclament la république, mais ces foyers de révolte restent isolés

les uns des autres. L'insurrection est vaincue et le travail finit par reprendre à l'appel du PSI et de la CGL.

La pression belliciste

En 1915, le gouvernement français envoie Marcel Cachin, dirigeant de la SFIO, en mission auprès du gouvernement italien pour le convaincre d'entrer en guerre au côté de l'Entente. Il intervient également dans ce sens auprès du PSI. Mais, contrairement à tous les autres partis sociaux-démocrates européens, le Parti socialiste italien refuse sa caution à ce qu'il dénonce comme une guerre de rapine entre impérialismes concurrents. Il s'en tient cependant à une position pacifiste, qui se résume à dire qu'il ne faut « ni adhérer, ni saboter » la guerre et n'indique nullement aux masses comment combattre celle-ci.

Une partie de la grande bourgeoisie, dont les frères Perrone, barons de l'industrie sidérurgique, et les actionnaires de la Banca di Sconto, se prononcent pour la participation à la guerre. D'autres, comme le patron de la Fiat, sont beaucoup plus réservés. Cette divergence se traduit au plan politique par un Parlement divisé sur la question. Les partisans de Giolitti, qui prônent la neutralité de l'Italie, y sont majoritaires.

Et puis les capitalistes hésitent aussi sur le camp à rejoindre en cas de participation italienne. Les traités lient l'Italie à l'Allemagne et à l'Autriche. Qui plus est, ce sont ces deux puissances qui, dans un premier temps, semblent l'emporter militairement avec l'occupation du nord de la France. Mais les perspectives du traité secret de Londres signé avec les alliés (qui prévoit de céder à l'Italie les régions du Trentin et de l'Istrie, la ville de Trieste, une partie de la Dalmatie et quelques confettis de territoires en Afrique, en Asie

mineure et en Albanie) aiguisent les appétits et font basculer les alliances.

Une grande partie de la presse, dont les journaux contrôlés par les frères Perrone (*Il Messaggero*, *Il Secolo XIX*) et le *Corriere della Sera* (journal des milieux d'affaires milanais), est mise à contribution pour convaincre la population du bien-fondé de l'entrée en guerre. Elle trouve un allié en la personne du dirigeant socialiste Mussolini. Les gouvernements italien et français financent la création de son journal, *Il Popolo d'Italia*, également subventionné par les patrons de Fiat, de l'Ansaldo et de la firme Edison. Celui qui écrivait encore, dans le journal du Parti socialiste, l'*Avanti !* du 22 septembre 1914 : « *Ceux qui vous poussent à la guerre vous trahissent !* », proclame dès le premier numéro de son nouveau journal, le 15 novembre de la même année : « *Mienne est cette parole effrayante et fascinante : GUERRE !* »

Mussolini est accompagné dans ce brusque revirement par le dirigeant syndicaliste-révolutionnaire de l'USI, Alceste De Ambris, ainsi que d'autres syndicalistes révolutionnaires, anarchistes et républicains. Ils justifient la guerre en mettant en avant le caractère tyrannique des Empires centraux et en invoquant la Commune de Paris de 1871, lorsque la guerre commencée par Napoléon III contre les Prussiens avait débouché sur une révolution dans la capitale française. Ils constituent, avec d'ex-socialistes, le bloc des interventionnistes de gauche. Avec les nationalistes, ils organisent des manifestations, minoritaires mais bruyantes, d'étudiants et de citadins de la classe moyenne. Ils ont le soutien de la presse, de la hiérarchie militaire et de la police.

Pourtant, le 1er mai 1915, malgré l'interdiction des manifestations, le cortège ouvrier de Turin rassemble 100 000 personnes qui défilent en brandissant des pancartes contre la guerre. Les ouvriers

forcent les barrages de la police montée, pillent les armureries et ripostent à la troupe. Manifestations et grèves locales se succèdent. La direction du Parti socialiste dénonce la volonté de plus en plus pressante du gouvernement italien d'entrer en guerre, mais elle laisse entendre qu'elle ne s'y opposera pas de toutes ses forces, déclarant dans l'*Avanti !* du 20 mai 1915 : « *Nous nous tenons à l'écart.* » Le secrétaire du PSI, Lazzari, synthétisera ensuite la position passive du parti vis-à-vis du conflit par la formule « *Ni adhérer, ni saboter* ».

Le président du Conseil, Salandra, et le ministre des Affaires étrangères font un coup de force. S'appuyant sur les manifestations tumultueuses des nationalistes qu'ils présentent comme le reflet de la volonté de tout le peuple, ils mettent le Parlement devant le fait accompli et déclarent la guerre à l'Autriche le 24 mai 1915.

La participation italienne à la grande boucherie

Les trains d'armes, envoyés dans un premier temps vers la frontière française, repassent en sens inverse pour rejoindre le front autrichien. « *Les interventionnistes, au café, prenaient un jour Trieste, le lendemain Gorizia, mais jamais la direction du front. Chaque soir on pouvait les voir penchés sur la carte des opérations militaires, piquant et déplaçant de petits drapeaux avec intrépidité* », écrit Germanetto, militant socialiste qui allait devenir un dirigeant du Parti communiste italien. Mais les choses vont mal sur le front. Les classes dirigeantes italiennes se sont engouffrées dans la guerre avec les ressources économiques limitées d'un pays en retard dans son développement industriel. L'armée manque de canons, de camions. La presse passe sous silence les exécutions de soldats mutinés et

le grand nombre de déserteurs, particulièrement dans le Sud, en Sicile, où ils se regroupent en bandes. Après la guerre, 1,1 million de soldats seront inculpés pour désertion, soit un cinquième des appelés.

Le gouvernement décrète la militarisation des entreprises liées à la production de guerre. Cela concerne les usines Fiat, qui assemblent des camions militaires, et près de deux mille autres entreprises. Un gradé de l'armée est affecté à chacune d'elles et la discipline militaire s'applique aux ouvriers qui risquent, en cas de protestation, la prison ou le départ immédiat pour le front. Le Parti socialiste voit ses journaux censurés, ses militants assignés à résidence ou envoyés au front. Néanmoins, une partie des responsables du Parti socialiste et de la CGL collaborent à l'effort de guerre, aux côtés des préfets et des patrons, au sein des Comités de mobilisation industrielle mis en place par le gouvernement et dont le but est d'augmenter la production de guerre.

En octobre 1917, les troupes autrichiennes percent le front italien et se répandent dans la plaine vénitienne. C'est la débâcle de Caporetto. 650 000 soldats italiens, las de se battre, reculent sans résistance et dans le plus grand désordre, sur cent kilomètres, des Alpes jusqu'au fleuve Piave en Vénétie. Alors que de nombreux militants socialistes croupissent en prison pour s'être prononcés contre la guerre, Turati et Treves, les deux dirigeants du courant réformiste du PSI, écrivent : « *Quand la patrie est opprimée, les libertés prolétariennes doivent être défendues de la menace de rapine de l'ennemi triomphant et barbare* […], *le prolétariat ne se renie pas lui-même et sauve la patrie.* »

Une insurrection ouvrière en pleine guerre

À partir de 1917, dans la population, et notamment parmi les soldats, l'hostilité à la guerre grandit. La propagande gouvernementale tente de tourner le mécontentement des paysans enrôlés contre ceux des ouvriers qui sont restés à l'arrière, consignés dans les usines d'armement. Aux ouvriers affamés, elle montre du doigt les habitants des campagnes qui mangent « *du pain blanc* ». Mais dans les queues devant les magasins reviennent ces remarques : « *Il faut en finir* », « *Il faut faire comme en Russie* », « *C'est la révolution qu'il nous faut !* » En effet, cette année 1917 commence avec la révolution russe de Février qui renverse le régime tsariste. Elle se poursuit par les mutineries sur le front français, mais aussi en Italie. Partout dans les usines italiennes, la nouvelle de la révolution russe est commentée, bien que le simple fait d'en parler donne lieu à des emprisonnements. Jusque dans les villages les plus reculés fleurissent sur les murs la faucille et le marteau, les « *Vive Lénine !* »

À partir de la fin juillet 1917, le pain commence à manquer. Pour répondre au climat qui les entoure, les socialistes laissent entendre, comme le fait leur dirigeant Serrati dans un meeting devant 2 000 ouvriers, qu'ils préparent quelque chose pour mettre fin au conflit.

Le 21 août 1917 à Turin – devenue le grand centre de l'industrie d'armement – les ouvrières qui ont attendu en vain le matin devant les boulangeries font à nouveau la queue à la pause de midi, avant de retourner au travail le ventre vide. Le 22, le pain manque complètement. Dans plusieurs entreprises, les ouvriers ne reprennent pas le travail : « *Nous n'avons pas mangé. Nous ne pouvons pas travailler. Nous voulons du pain. Nous voulons la paix. À bas les profiteurs de guerre ! À bas la guerre !* » Les ouvriers se rendent alors dans d'autres usines, la grève s'étend. Ils quittent la zone industrielle

pour se rendre à la Bourse du travail, où ils ne reçoivent aucune directive. Le secrétaire de la Bourse du travail est néanmoins arrêté et le local est occupé par la troupe. Dans le centre-ville la foule pille des pâtisseries et d'autres magasins de nourriture. Dans la matinée, les premiers accrochages avec la police font deux morts et de nombreux blessés. Les émeutiers s'attaquent aux armureries. L'ensemble des quartiers ouvriers de la périphérie de Turin est alors aux mains des travailleurs. Le centre-ville vers lequel ils convergent est occupé par la troupe, mais lorsqu'il est ordonné aux chasseurs alpins de faire feu, ceux-ci remettent leurs fusils aux insurgés. Deux casernes de police sont prises d'assaut et la foule se dirige vers la préfecture.

Les cadres socialistes locaux suivent les masses, participent aux actions mais, comme l'exprime l'un d'entre eux, Mario Montagnana : « *Ils ne savent pas quoi faire, quels mots d'ordre donner aux masses, lesquelles désirent la fin de la guerre et la révolution mais n'ont pas la moindre idée sur les moyens à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs.* […] *De fait, nous ne dirigions pas le mouvement, mais suivions, tous, son cours spontané.* […] *Nos dirigeants nous avaient appris à distribuer la propagande électorale, à aller chercher des électeurs chez eux, à diffuser la presse socialiste, et aussi à faire de la propagande politique et syndicale ; mais personne ne nous avait jamais indiqué, ne serait-ce que dans les lignes générales, l'attitude à avoir dans le cas d'une action révolutionnaire, et ni non plus les livres qui auraient pu nous être utiles pour nous préparer et remplir notre rôle dans une telle situation.* »

La journée du 24 août voit les combats se poursuivre de façon inégale : les insurgés disposent de revolvers, de grenades, mais de peu de fusils ; l'armée attaque désormais avec des mitrailleuses et des tanks. Les insurgés se posent le problème de gagner à eux les

soldats. Les femmes s'infiltrent dans les rangs des militaires et tentent de les convaincre de passer de leur côté.

Quelques groupes de soldats abandonnent leurs armes, mais aucun ne passe du côté de l'insurrection. Comme l'écrira Gramsci : « *Les soldats se sont laissé convaincre que la révolte avait été provoquée par les Allemands.* » Depuis le début de la guerre, le PSI ne s'est jamais posé le problème de faire un travail de propagande en direction des soldats. La révolte reste isolée ; isolement auquel contribue la direction du Parti socialiste basée à Milan : son principal journal, l'*Avanti !*, ne rend pas compte des événements et la population du reste du pays ignore ce qui se déroule à Turin. Par ailleurs, le syndicat CGL refuse d'appeler à une grève générale dans tout le pays.

Le 25 août, la grève se poursuit à Turin, mais les barricades sont démembrées dans la nuit par l'armée. Moins d'une dizaine de militaires ont succombé dans les combats, tandis que les insurgés comptent plus de 500 morts et 2 000 blessés graves.

Qui va payer la facture de la guerre ?

L'écroulement de l'empire d'Autriche-Hongrie en octobre-novembre 1918 permet à l'Italie de reprendre l'offensive et de conquérir Trieste. La révolution en Allemagne en novembre 1918 précipite la défaite militaire des Empires centraux.

Malgré une entrée en guerre plus tardive, l'Italie a payé un lourd tribut de sang : 650 000 morts et un million d'invalides. La grippe espagnole, qui frappe alors une population affaiblie par les privations, accroît lourdement le nombre des décès.

Les grandes bourgeoisies industrielles et financières, elles, ont tiré de gros bénéfices de cette période où elles ont fait tourner à plein régime les usines pour répondre aux commandes de guerre.

Les secteurs de la sidérurgie et de la métallurgie sortent hypertrophiés de ces années de conflit. Turin est devenu un immense arsenal, les 25 000 travailleurs de Fiat ont produit les camions de transport de troupes. La concentration industrielle s'est accentuée : Fiat monopolise désormais 96 % de la production automobile du pays. Les grands trusts de la sidérurgie, l'Ilva et l'Ansaldo, et les grandes banques qui les contrôlent se sont emparés de secteurs entiers de l'économie. L'Ansaldo a vu son capital passer de 30 à 500 millions de lires pendant la durée du conflit. L'absence de concurrence a permis de fixer les prix au plus haut. Le patronat a pu également tirer profit de l'interdiction des grèves et de la baisse des salaires, de l'emploi massif d'une main-d'œuvre féminine moins bien rémunérée.

Giolitti avertit la population laborieuse qu'elle va devoir poursuivre les sacrifices afin de payer la dette abyssale d'un État qui a dépensé sans compter auprès des industriels pour équiper ses armées. La planche à billets tourne sans relâche, alimentant une inflation qui mine les revenus. Le retour des 500 000 démobilisés va aggraver le chômage, dans le cadre d'une économie de guerre qui a du mal à se reconvertir. La nouvelle loi contre l'immigration adoptée par le gouvernement américain amplifie le problème, interdisant le départ de la main-d'œuvre excédentaire vers les États-Unis.

Changer la société ou bien sombrer

Gros profiteurs de guerre et nouveaux riches commerçants, fournisseurs de denrées alimentaires aux armées, marchands de chaussures à semelles en carton, spéculateurs de toute sorte, gros propriétaires terriens, étalent leur luxe avec ostentation. Ces « requins » sont l'objet d'un violent ressentiment dans de nombreuses couches de la population qui partagent désormais une profonde

rancœur à l'égard du système social qui les a précipitées dans la guerre et la misère.

L'amertume est profonde dans la petite bourgeoisie dont les fils, bénéficiant d'une instruction, ont constitué le corps des officiers et sous-officiers sur le front. Nationalistes, ils n'héritent au retour des tranchées que d'une « victoire mutilée » : alors que la France et l'Angleterre se partagent la dépouille de l'Empire ottoman et les colonies allemandes, les nouveaux traités oublient les promesses territoriales faites à l'Italie pendant la guerre. On lui concède quelques petits territoires autrefois dans l'Empire autrichien comme le Trentin et la Vénétie julienne avec Trieste, auxquels on ajoute l'Istrie, et des parties de l'ex-Empire ottoman comme l'Albanie et une partie de l'Anatolie, qui cependant s'avérera impossible à occuper. L'Italie semble faire partie du camp des vaincus plus que de celui des vainqueurs.

En même temps que ses illusions patriotiques, le niveau de vie de la petite bourgeoisie s'écroule. La guerre a imposé à ce pays, récemment industrialisé et dont toute une partie reste arriérée, un prix économique disproportionné. L'inflation ruine les petits rentiers et les retraités. Elle fait fondre les économies placées en banque ou en bons du Trésor de l'État. La crise économique accule à la faillite de nombreux commerçants et artisans. La plupart des sous-officiers, issus de la petite bourgeoisie, ont quitté prématurément les bancs de l'école pour le front et se retrouvent au retour sans diplôme, sans emploi, sans reconnaissance. Petits notables de province, avocats, géomètres, étudiants sans perspective d'avenir, anciens officiers en uniforme insultés dans les rues par les ouvriers pour qui ils sont un symbole de la guerre, tous voient avec horreur le marasme économique les jeter à bas du minuscule piédestal qui les plaçait un peu au-dessus de la masse des prolétaires. Cette petite bourgeoisie

habituellement respectueuse de l'ordre établi en veut désormais à tous : aux plus pauvres qui occupent les terres et les usines, mais aussi aux profiteurs de guerre et aux banquiers qui la pressurent.

De leur côté, les paysans pauvres qui quittent l'armée retrouvent la misère de leurs campagnes. Mais, loin de leurs villages, ils ont élargi leur horizon, côtoyé des travailleurs citadins plus organisés, acquis une plus grande conscience politique.

En même temps qu'elle l'a poussé à la révolte, la guerre a renforcé et concentré les effectifs du prolétariat urbain. Au nord-ouest du pays, le triangle industriel Turin-Milan-Gênes a vu augmenter le nombre de ses salariés de façon considérable : le groupe sidérurgique Ansaldo, par exemple, est passé de 4 000 à 110 000 ouvriers. Le nombre des adhérents de la CGL fait lui aussi un bond spectaculaire : de 250 000 en 1918, il franchit le million et demi en 1919, pour culminer à 2,15 millions en 1920.

Pour toutes les classes de la société, la tournure que prendront les événements dans les mois et les années suivants sera décisive. Différents courants politiques tentent d'en orienter le cours.

Le parti ouvrier

Les effectifs du PSI ont bondi de 24 000 membres en 1918 à plus de 87 000 en 1919, avant de passer à 216 000 à la fin de 1920. Il se divise de plus en plus nettement en trois courants :

La tendance réformiste, dirigée par Turati, perd la direction du parti mais reste majoritaire parmi les députés, les dirigeants syndicalistes, les élus des municipalités socialistes, les responsables des coopératives et des ligues paysannes, tout le réseau des organisations de masse au travers desquelles le PSI exerce une influence importante sur la classe ouvrière. Tous ces responsables

sont réformistes. Ils pensent que leurs organisations suffisent pour faire pression et ainsi améliorer graduellement et pacifiquement les conditions de vie des travailleurs dans le cadre du système capitaliste. Le groupe parlementaire socialiste, qui sera le plus important à la Chambre à partir de 1919, croit pouvoir faire évoluer la société de l'intérieur de l'hémicycle en promouvant des lois favorables aux travailleurs.

Une autre tendance s'organise peu à peu autour de différents groupes communistes, dont ceux animés par Amadeo Bordiga et Antonio Gramsci. Elle va regrouper ceux qui veulent exclure les dirigeants réformistes et faire du PSI un vrai parti révolutionnaire, un parti communiste. C'est la tendance la moins nombreuse, mais elle se développe rapidement au cours des années du *biennio rosso*.

La tendance des « maximalistes », la plus nombreuse, compte dans ses rangs le secrétaire général Serrati et la majorité de la direction du parti. Son nom fait référence au « programme maximum » de la social-démocratie, celui de la révolution socialiste, par opposition à son « programme minimum » se limitant à des réformes sociales. Les maximalistes font référence à la révolution russe, mais ils ne veulent pas rompre avec les dirigeants réformistes. Ils tiennent des discours révolutionnaires mais se révèlent incapables de les faire passer dans la pratique.

Le PSI adhère à l'Internationale communiste (IC) dès 1919 et ses dirigeants D'Aragona, Bordiga, Serrati participent à ses congrès à Moscou. Serrati devient membre de l'exécutif de l'IC. Lors de son congrès d'octobre 1919, le PSI réaffirme son « *objectif de fonder une république socialiste et la dictature du prolétariat* ». En réalité, les dirigeants socialistes se révèlent capables d'adapter leurs discours à l'état d'esprit des masses laborieuses et de multiplier les phrases révolutionnaires, mais pas d'offrir une direction déterminée aux

luttes en cours. La conduite de celles-ci est abandonnée aux organisations syndicales réformistes.

Le courant nationaliste

En mai et juin 1919, le gouvernement italien tente de s'appuyer sur l'opinion publique, inspirant une campagne de presse qui cherche à attiser l'orgueil national en vue d'influencer les tractations entre impérialismes vainqueurs. Mais le président américain Wilson et la France refusent de céder Fiume, la Dalmatie et les colonies en Afrique que l'Italie réclame. Ainsi naît le thème de la victoire mutilée, des sacrifices rendus caducs à cause de l'appétit des impérialismes « dominants » qui s'acharnent à détrousser « la nation prolétaire » italienne, thème qui sera la trame de l'agitation nationaliste.

Le nationalisme inspire différents courants. En janvier 1919 est fondée l'association des Arditi, qui regroupe des anciens militaires, membres de groupes de choc du même nom pendant la guerre. Dans le domaine artistique, le courant futuriste exalte les vertus du machinisme, de la jeunesse en rébellion contre le mode de vie bourgeois de ses aînés. Leur manifeste, écrit par Filippo Marinetti en 1909, affirme : « *Nous voulons glorifier la guerre comme seule hygiène du monde, le militarisme, le patriotisme, le geste destructeur des anarchistes, les belles idées pour lesquelles on meurt et le mépris de la femme.* » Enfin, Mussolini crée en mars 1919 les Faisceaux de combat, qui seront à l'origine du parti fasciste.

Une partie de la grande bourgeoisie avait déjà utilisé les organisations nationalistes et leurs manifestations pour influencer le gouvernement et lancer le pays dans l'aventure coloniale en Libye en 1911, puis dans la guerre en 1915. Dans l'immédiat après-guerre,

confrontés au difficile problème de la reconversion d'une industrie qui a travaillé avant tout pour la guerre, les patrons de larges pans de l'économie cherchent à maintenir par tous les moyens leurs profits : cela passe par l'obtention de commandes d'armement, la baisse des salaires des ouvriers et éventuellement une politique expansionniste, autant d'idées que défendent les nationalistes. Cela explique le financement du journal d'extrême droite *L'Idea Nazionale* par certains grands bourgeois comme les membres des conseils d'administration du trust de la sidérurgie Ansaldo et de la Banca di Sconto.

Cependant, au sortir de la guerre, seule une toute petite minorité marche dans les rangs de cette extrême droite qui, après le désastre qu'a été la guerre, est vomie par toute une partie de la population. Et, pendant deux ans, ce seront les luttes du prolétariat et de la paysannerie pauvre qui occuperont le devant de la scène.

Deuxième partie

Le « biennio rosso » : les deux années rouges, 1919-1920

Chapitre I

Les luttes contre la vie chère

Au sortir de la Première Guerre mondiale, une vague révolutionnaire balaye l'Europe. Après la victoire de la révolution d'Octobre 1917 en Russie, c'est l'Empire allemand qui est entraîné dans la révolution à la fin 1918. En Italie, cette vague révolutionnaire se traduit par deux années de luttes intenses.

« *Du pain !* », « *Vive Lénine et à mort le roi !* », tels sont les cris qui résonnent sur les places d'Italie pendant l'été 1919. L'agriculture arriérée du pays l'oblige à importer d'Amérique la moitié du blé qu'il consomme. La population bénéficie d'un prix fixe du pain grâce à une subvention de l'État visant à éviter le renouvellement des émeutes du passé, mais les prix des produits de première nécessité ont été multipliés par trois par rapport à 1914.

La première riposte des travailleurs prend la forme d'une vague de grèves pour le réajustement des salaires au niveau du coût de la vie. Les statistiques estiment que le nombre de grévistes total dans le pays bondit de 22 000 en janvier 1919 à 400 000 au milieu de l'année : métallurgistes dans le Nord, ouvriers agricoles dans la plaine du Pô, dans les provinces de Pavie et de Novare, marins de Trieste, ouvrières du textile à Côme, typographes à Parme et à Rome, cheminots, maçons, mais aussi d'autres catégories, plus privilégiées jusqu'alors, comme les employés de la poste, les instituteurs et les magistrats, se lancent chacune à leur tour dans des grèves.

Les travailleurs arrachent des augmentations de salaire importantes, tandis que le 20 février 1919 le Parlement vote une loi établissant la journée de huit heures dans l'industrie. Mais les prix ne font que flamber de plus belle. À partir de juin de la même année, les mouvements de protestation explosent, s'étendant à l'échelle du pays durant plusieurs semaines.

Ce sont souvent les ouvriers, en grève pour des augmentations de salaire, qui sont à l'origine de l'agitation dans une localité. Ils descendent dans la rue et sont rejoints par de larges fractions de la population laborieuse : femmes au foyer, travailleurs des petits ateliers. Dans les quartiers populaires, des cortèges de centaines de manifestants se forment, qui s'en prennent aux boutiques des commerçants. Étals de fruits et légumes, charcuteries, poissonneries, magasins de vêtements sont pillés. L'historien Renzo del Carria rapporte ainsi les événements à La Spezia, port de la côte ligure où le mouvement débute le 11 juin 1919 : « *Les ouvriers, sans attendre de directive des organisations, abandonnent le travail. Une foule de dix mille ouvriers se répand devant l'hôtel de ville où ils sont harangués par des socialistes et des syndicalistes de l'USI.* […] *Ils sont attaqués par de petits groupes de carabiniers qui ouvrent le feu, tuant deux travailleurs et en blessant vingt-cinq. Le massacre tragique, au lieu de l'effrayer, soude au contraire la masse prolétarienne qui assaille et saccage de nombreux commerces dans toute la ville. La grève générale prend un caractère de mouvement insurrectionnel et s'étend à toutes les localités de la province (à San Stefano un carabinier est tué) ; la tentative d'imposer un état de siège en faisant intervenir la troupe aux côtés de la police est un échec, car nombreux sont les cas de fraternisations entre prolétaires et noyaux de marins en service de police.* […] *La ville se trouve aux mains des révoltés, avec un préfet qui est sur le départ. Des Comités d'action se forment*

avec les différentes forces subversives. [...] *Finalement la grève recule et se termine dans la soirée du 17 juin.* »

Deux jours plus tard, le mouvement gagne Gênes où 50 000 travailleurs des chantiers et de l'industrie mécanique descendent dans les rues. La police tente de disperser leur meeting et tue l'un d'entre eux. La caserne de la police municipale est attaquée et les escarmouches se succèdent dans la ville.

Le mouvement contre la vie chère touche encore d'autres villes, comme Milan, Pise et Bologne. À Forlì, le 30 juin, la foule exaspérée, guidée par les femmes, saccage les étals de fruits et de poissons au marché, puis les boutiques de chaussures sur la grand-place. Le 6 juillet, à Milan, la foule réclame une réduction de 50 % sur les prix alimentaires et attaque plusieurs centaines de boutiques. La police intervient brutalement, mais les manifestants ripostent et occupent le terrain. La baisse des prix de 50 % annoncée par le maire ne suffit pas à calmer la colère de la population des quartiers populaires qui continue les manifestations. La police blesse une centaine de personnes et en arrête deux cents, dont quelques jeunes chantant des hymnes révolutionnaires, juchés sur la plateforme d'une charrette où ils ont entassé plusieurs quintaux de viande réquisitionnée qu'ils acheminent vers la Bourse du travail. À Arezzo, la mairie est occupée par les manifestants et, comme dans bien d'autres localités, des groupes de jeunes réquisitionnent automobiles et camions pour porter les marchandises des magasins à la Bourse du travail où elles seront vendues à prix réduits. À Ancône, une noria de camions achemine ainsi les denrées réquisitionnées par la foule jusqu'à la Bourse du travail, où deux cents personnes les entreposent puis, lorsqu'il n'y a plus de place, vers les locaux des sections socialistes. Là, des Commissions de contrôle sont chargées de les revendre à prix réduits.

À partir du 6 juillet, le mouvement se répand vers le sud. Le *Giornale di Sicilia* rapporte les événements : deux mille ouvriers des chantiers navals de Palerme se mettent en grève pour exiger une revalorisation de leurs salaires. Ils bloquent les tramways, entraînent les ouvriers de nombreuses usines. Désormais au nombre de cinq mille, les grévistes réclament la réduction de 50 % des prix des marchandises et fustigent les « affameurs du peuple ». Les premiers cordons de carabiniers sont rompus par les manifestants. D'autres cortèges plus petits se forment dans la ville, qui s'attaquent aux boutiques : des chaussures, du poisson, des étoffes, des caisses de savon sont emportés. Les responsables syndicaux, vers lesquels se tournent les ouvriers en quête de directives, appellent au calme et à la reprise du travail tout en demandant au maire un décret instaurant la diminution de 50 % des prix. À Messine, toujours en Sicile, un Comité de salut public est constitué par les différents partis politiques de gauche. Les pancartes « Marchandises réquisitionnées par la Bourse du travail » apposées sur les devantures des magasins épargnent à ceux-ci la colère des manifestants.

Le 7 juillet à Naples (Campanie), les ouvriers métallurgistes puis ceux du port sont en grève. Ils dévastent de nombreux commerces. Une série d'affrontements avec la police fait 20 blessés. À Imola (Émilie-Romagne), les carabiniers abattent cinq ouvriers. Il y a quatre morts à Tarente et huit à Lucera dans les Pouilles ; deux à Florence (Toscane). À Brescia (Lombardie), le 9 juillet, les ouvriers en grève totale commencent à réquisitionner les marchandises. Ils mettent en fuite la cavalerie et les carabiniers qui ont ouvert le feu, tué une personne et fait de nombreux blessés. À Caltanissetta, en Sicile, les mineurs se mettent en grève et une foule de 40 000 personnes manifeste aux cris de : « *À bas les affameurs !* » Le 11 juillet, la grève s'étend à Rome où la police fait deux morts et cinquante

blessés. La Bourse du travail appelle à la reprise du travail dans la capitale.

Plusieurs dizaines de manifestants sont tués lors de ce mois d'agitation. Cinq mille sont arrêtés. La police cherche à disperser les manifestations, mais sans succès durable. Elle se borne vite à garder les édifices publics importants. Ses effectifs sont insuffisants pour endiguer un mouvement de cette importance, et l'intervention de l'armée s'avère dangereuse : dans la ville de Forlì, en Émilie-Romagne, où la population pourvoit en nourriture les soldats chargés de garder les boutiques, ceux-ci fraternisent avec les révoltés. À Catane en Sicile, l'affrontement entre les troupes et les manifestants se transforme en fraternisation. À Brescia, les soldats refusent de tirer. L'État est momentanément impuissant.

Quelle autorité ?

Quelle autorité peut alors s'exercer dans les villes en révolte ? Le gouvernement donne précipitamment aux maires le pouvoir de décréter des réductions de prix et d'interdire la fuite des marchandises hors des villes. Mais ceux-ci, débordés, ne conservent une partie de leur autorité que grâce à une collaboration avec les Bourses du travail. Dans de nombreuses villes, des représentants syndicaux participent aux commissions municipales mises en place pour tenter d'élaborer les mesures contre la vie chère.

Les ouvriers et la population des quartiers populaires mettent leur confiance dans les Bourses du travail. C'est là qu'ils se rendent en cortège pour demander des directives, ce sont d'elles qu'ils attendent des décisions draconiennes contre la vie chère. À Florence, comme dans des dizaines d'autres villes, c'est encore à la Bourse du travail et aux coopératives ouvrières que les biens réquisitionnés

(nourriture, chaussures, tissu) sont portés dans des camions parés de drapeaux rouges. Et c'est la Bourse du travail qui décide de la réouverture des magasins après avoir imposé des réductions de prix de 50 à 70 %.

Dans des centaines de villes, les Bourses du travail et des « comités populaires », des « comités de réquisition », « des commissions des prix » procèdent aux réquisitions, fixent les prix, assurent l'ordre dans les rues commerçantes où des militants patrouillent pour éviter le vandalisme. À Piombino, en Toscane, sont créés un « Soviet » – préposé au ravitaillement – et une « Garde rouge » chargée de la réquisition et de la distribution des produits alimentaires. À Ferrare (Émilie-Romagne), de nombreuses escouades de gardes rouges contrôlent auprès des magasins l'application de la baisse des prix. Cette autorité ouvrière est reconnue par les commerçants, qui doivent accepter les réductions de prix imposées et confient les clefs et la sécurité de leurs boutiques aux Bourses du travail, à Milan comme à Bologne, à Palerme ou à Florence.

La passivité du Parti socialiste

En fait, le mouvement prend au dépourvu les directions des organisations ouvrières, qui cherchent plutôt à temporiser. Le comité directeur de la CGL exhorte les travailleurs à ne pas se laisser entraîner dans des actions « *promises à l'échec* », et s'adresse au gouvernement pour qu'il prenne, lui, les mesures opportunes pour combattre sérieusement la cherté de la vie. Aux deux représentants du Comité d'action de La Spezia – un socialiste et un anarchiste – venus chercher des directives au siège de la Confédération du travail à Milan, le dirigeant socialiste Turati recommande la modération : « *Ne faites pas de bêtises !* »

Après avoir imposé ainsi des baisses de prix, le mouvement contre la vie chère finit par s'éteindre. Cependant la colère populaire, en visant cet objectif immédiat, s'est surtout tournée contre les petits boutiquiers, dont les commerces ont été saccagés et les marchandises vendues à moitié prix. Les vrais responsables de la situation sont restés hors d'atteinte : les spéculateurs sur les produits agricoles, les grands propriétaires terriens, les grossistes, le gouvernement qui a augmenté les taxes et alimenté l'inflation en faisant tourner la planche à billets, restent libres de poursuivre leur politique.

Mais alors que l'agitation contre la vie chère prend fin, un autre mouvement lui succède. Le 20 juillet 1919 débute une grève générale nationale contre l'intervention des armées des pays impérialistes pour écraser la Russie et la Hongrie soviétiques. Alors que la grève aurait dû être internationale, la CGT française s'est dérobée et finalement seuls les Italiens honorent leur engagement. L'objectif éminemment politique de ce mouvement, qui paralyse l'industrie italienne pendant 48 heures, donne la mesure de l'état d'esprit d'une large partie des ouvriers d'usine. D'Aragona, le leader socialiste de la CGL, écrit à ce propos – sans enthousiasme – dans les colonnes de l'*Avanti !* : « *Les nouvelles, sous peu, d'une tentative révolutionnaire ne devront pas nous surprendre.* [...] *Une insurrection est quasi inévitable.* » La grève se poursuit pendant 48 heures, mais elle est affaiblie par l'abstention de certaines fédérations, comme la puissante Fédération des cheminots.

La direction du Parti socialiste voit avec soulagement les luttes s'éteindre, avant de se lancer dans la campagne qui débute pour les élections législatives du 16 novembre 1919. C'est pour le parti un succès sans précédent. Il recueille 32 % des suffrages dans le pays, mais dépasse 40 % au Piémont, en Lombardie, en Ombrie, en

Toscane, et atteint 60 % en Émilie. Le nombre des députés socialistes bondit de 51 à 156, en constituant de loin le plus gros groupe parlementaire. Le journal du parti, *Avanti!,* commente ainsi l'événement : « *L'Italie de la révolution est née !* » À la première séance de la nouvelle Chambre, où le roi fait son apparition, les députés du PSI s'écrient : « *Vive le socialisme, vive la république socialiste !* » À leur sortie de l'Assemblée, les partisans monarchistes les prennent en chasse et les rossent. À cette nouvelle, des grèves éclatent à Turin, Milan, Gênes, Rome, Naples. Des officiers sont pris à partie dans les rues et battus.

Chapitre II

Les occupations de terres

Au moment même où la colère contre la vie chère explose dans les villes, un autre incendie social embrase les campagnes. Il se prolongera durant deux ans, en 1919 et 1920.

« *La terre à qui la travaille !* »

Au cours de la guerre, dans un discours largement diffusé dans les tranchées, le président du Conseil Salandra a dû promettre : « *Après la conclusion victorieuse du conflit, l'Italie accomplira un grand geste de justice sociale. L'Italie donnera la terre aux paysans, avec tout ce qui en fait partie.* » Les soldats démobilisés rapportent au plus profond des campagnes une amertume, mais aussi l'espoir de mieux vivre et surtout d'avoir enfin la terre. Mais au lieu d'offrir au paysan pauvre nourriture et terre, la paix le plonge dans le chômage et la disette. La crise générale de l'économie touche aussi l'agriculture. Alors débute un mouvement paysan comme l'Italie n'en a jamais connu, par sa durée, son étendue et sa profondeur.

Le mouvement entraîne différentes catégories de paysans pauvres. Les métayers et les paysans sans terre ni travail exigent des terres. Ils occupent les propriétés, mais plus particulièrement les parties que les grands propriétaires ont laissées en friche par manque de volonté d'investir pour les bonifier, chose qui paraît

intolérable à tous les paysans dans la misère, à cause de l'exiguïté de leur tenure. Ils réclament également des contrats de métayage plus favorables. Les journaliers luttent pour de meilleurs salaires et la réduction du nombre de jours chômés dans l'année.

Le 4 mars 1919, dans les campagnes arriérées du Latium, la région de Rome, les métayers commencent à envahir les propriétés. Ils sont cinq cents à se mobiliser dans la petite ville d'Ariccia, et trois mille dans celle d'Albano, à une vingtaine de kilomètres au sud de la capitale. Les occupations s'étendent alentour pendant les premières semaines de mars. Elles sont conduites par des comités ou des coopératives improvisées d'ex-combattants, qui se préparent à exploiter les parties incultes des propriétés latifundiaires réquisitionnées.

Le 10 avril, les occupations s'étendent à plusieurs autres communes proches. La lutte se poursuit au moment de la fenaison et de la moisson. L'*Avanti !* relate ainsi ces mouvements qui mobilisent une très large partie de la population : « *À Albano, les hommes et les femmes, avec leurs instruments de travail, en cortège interminable, se sont rendus successivement à différents points du territoire, défilant à travers la ville aux chants des travailleurs, précédés par la fanfare municipale. Tous les magasins ont fermé spontanément et tout de suite un panneau a été fixé : fermeture en faveur des revendications prolétariennes.* »

Le 29 juin 1919, ce sont cette fois des ligues catholiques qui organisent elles aussi des occupations dans douze communes de la région, ce que dénonce le journal catholique *Il popolo romano,* qui voit là… « *un authentique acte bolchevique* » ! Puis à la mi-août le mouvement s'étend au Sud, dans la région des Pouilles. Il est mené par des journaliers. Employés un nombre de jours insuffisant dans

l'année pour pouvoir vivre correctement, ils se mettent en grève pour de meilleurs salaires.

Dans le Latium, les ligues et coopératives rouges se multiplient. Trente, puis soixante-dix ligues adhèrent à la Federterra (*Federazione della terra*, affiliée à la CGL et influencée par le Parti socialiste). Elles se réunissent et fixent à la date du 24 août des occupations simultanées dans quarante communes « *afin d'assurer à tous le pain quotidien en cultivant les domaines latifundiaires incultes* ». Le vice-commissaire de Frascati écrit, dans son rapport à l'attention du préfet : « *La matinée du 24 août, les paysans de sept communes de la juridiction de Frascati se sont, au signal convenu, réunis sur les principales places et, avec calme, portant leurs bêches, leurs houes, leurs bannières et avec leurs fanfares, ils se sont dirigés en colonnes vers les 5 heures du matin en direction des terres à envahir. Le cortège de Frascati s'est mis en marche vers le domaine Torre Nova, propriété du prince Borghese, où le cortège une fois rendu, plantant piquets et drapeaux, a pris possession d'environ 300 hectares de terrain non cultivé.* […] *Les experts et chefs de la ligue sont retournés sur les terres envahies les jours suivants pour mesurer et répartir la terre entre les chefs de famille.* »

Aux côtés des métayers manifestent des journaliers, des petits fermiers, mais aussi des artisans et des petits boutiquiers qui ont des liens étroits avec les paysans de leurs villages. Vingt-cinq mille hectares sont occupés, pour certains déjà ensemencés, ce qui suscite une vive émotion parmi les grands propriétaires. Ceux-ci réclament à cor et à cris l'intervention de la force publique. Mais la faiblesse de l'appareil policier, la simultanéité des différentes occupations et les mouvements citadins concomitants interdisent toute intervention répressive massive.

En septembre 1919, pour tenter d'enrayer l'extension du mouvement, le ministre de l'Agriculture Visocchi promulgue un décret qui semble avaliser les occupations. Il autorise la concession des terres non cultivées ou mal cultivées aux paysans et à leurs coopératives et crée des commissions mixtes – travailleurs de la terre et propriétaires – pour en organiser l'application pratique.

La vague d'occupations de terres continue néanmoins de déferler. En Sicile, des heurts violents éclatent avec la force publique ; en Calabre, l'agitation atteint son sommet en novembre et décembre 1919. Au centre, toujours dans le Latium, les luttes se poursuivent malgré l'hiver, saison moins propice pour faire plier les gros propriétaires. Le syndicat paysan, d'inspiration catholique, organise avec cinq mille paysans une occupation à Ronciglione, bourgade à une quarantaine de kilomètres au nord de Rome. La Federterra fait de même dans de nombreuses localités voisines.

Enfin, à partir d'octobre 1919, une âpre lutte se développe en Émilie, dirigée par la Federterra. Cette lutte connaîtra des rebondissements pendant toute une année. Des piquets de paysans bloquent les routes, des récoltes sont détruites et certains gros paysans sont agressés. Les ligues paysannes organisent un boycott à l'encontre des propriétaires récalcitrants. Ceux-ci, mis au ban de la société, ne peuvent plus acheter le nécessaire pour faire fonctionner leur exploitation, ni pour la vie courante. Les boulangers doivent leur refuser le pain. Les propriétaires, qui mènent eux-mêmes les bœufs au travail, pestent et se vengent comme ils peuvent en affublant ces bêtes soumises à leurs coups de fouet des noms des principaux meneurs. Ils seront finalement obligés de céder : les organisations syndicales des journaliers contrôleront alors toutes les embauches sur les terres, tandis que les métayers amélioreront leurs contrats, obtenant jusqu'à 70 % de la récolte.

1920 : la lutte se radicalise

En janvier 1920, un projet de décret gouvernemental voit le jour, qui ne sera promulgué qu'en avril. Il introduit des restrictions à la loi Visocchi et des sanctions pénales renforcées contre les occupations. Les propriétaires, revenus de leur frayeur, s'organisent plus étroitement en syndicats agraires et associations de propriétaires. Quelques chefs de ligues paysannes sont attaqués, certains assassinés.

Pourtant le mouvement se poursuit et s'approfondit encore. Début avril 1920, à Nardo dans les Pouilles, les paysans occupent cette fois-ci non plus des friches, mais des terres cultivées. Ils sectionnent les fils du télégraphe, font sauter des ponts, désarment les carabiniers et résistent 48 heures à la troupe qui tue deux d'entre eux. Dans le Nord, en mars 1920, une grève éclate au moment de la reconduction des contrats de métayage. Dans les provinces de Novare, d'Alessandria dans le Piémont, de Pavie en Lombardie, 180 000 journaliers et métayers suivent le mot d'ordre de la Federterra, croisant les bras afin d'imposer des contrats collectifs à l'échelle de la province. Les seuls symptômes de vie dans les champs et les rizières sont les équipes de plusieurs dizaines de « cyclistes rouges » qui assurent la liaison entre les grévistes et repèrent les jaunes au travail. Dans les étables, les vaches meuglent désespérément : elles n'ont plus de nourriture et ne sont plus traites. Les gros propriétaires mettent au travail leur famille. Les vachers, eux, dorment dans les Bourses du travail afin d'être soustraits à la pression des propriétaires, dans les fermes desquels ils sont logés.

Régulièrement, les patrons tirent sur les gardes rouges venus empêcher le travail. Les funérailles de leurs victimes se transforment alors en manifestations de milliers de paysans. Des fermes et

du matériel agricole sont incendiés en représailles. Une caserne de carabiniers est attaquée après qu'un jeune de seize ans eut été abattu par un policier pour être entré dans un débit de tabac en criant « *Vive Lénine !* » Dans la province de Pavie les soldats refusent de charger et laissent passer les cortèges de grévistes qui vont empêcher le travail des jaunes.

La grève durera deux mois avant que, finalement, les propriétaires de ces régions cèdent sur l'ensemble des revendications : augmentation des salaires (jusqu'à 85 % pour les plus bas) ; réduction de la journée de travail qui sera de six heures en hiver et huit heures en été, avec une majoration salariale de 30 % pour les heures supplémentaires ; obligation d'employer impérativement au moins un homme pour 4,3 hectares de terre ; et surtout contrôle des embauches par les ligues. Une copie de chaque contrat de travail doit leur être remise, elles obtiennent un droit de visite des exploitations et de sanction à l'encontre des patrons contrevenants.

Un mouvement semblable a lieu au nord-est, dans la province de Ferrare. Là, les propriétaires répondent à la grève en concentrant des milliers de vaches dans de grandes étables placées sous la protection de la force publique. Deux des grévistes venus sur place parlementer sont tués par les carabiniers. Les cloches sonnent alors dans les campagnes pour avertir les villageois. Trente mille d'entre eux se rassemblent à Ferrare. Des gardes rouges dispersent les bêtes à coups de grenades et font sauter la ferme. Le propriétaire passe toute la nuit caché dans une rizière.

Une succession de luttes sans réelle coordination

En Sicile, les ligues qui fleurissent dans chaque village sont dirigées en grande partie par des ex-combattants, mais aussi par des catholiques et des socialistes. Dans une partie du Nord le mouvement est sous l'influence des « blancs » des organisations catholiques. Cependant, là où elles sont majoritaires, les ligues blanches subissent la pression des masses qu'elles encadrent et ont une politique proche de celle des ligues d'inspiration socialiste. Elles organisent parfois l'occupation des terres de gros propriétaires, chefs de leur propre parti, le Parti populaire, même si cela peut valoir aux responsables syndicaux, comme c'est le cas à Bergame, d'être exclus de ce parti. Dans la région de Crémone (Lombardie), les travailleurs menés par les blancs occupent les fermes et mettent en place des Comités de fermes qui administrent les domaines, procèdent à l'ensemencement et à la récolte des fruits d'automne. Le député chrétien Miglioli lance le slogan : « *Gestion directe des terres par les cultivateurs.* »

Dans le Latium, les ligues d'anciens combattants font rapidement place à des ligues rouges : 130 communes sur 228 donnent le jour à une ligue affiliée à la Federterra d'obédience socialiste. Ces ligues comptent 18 000 membres et éditent plusieurs journaux. Les journaliers de la plaine du Pô et des Pouilles sont encore plus majoritairement organisés dans les ligues rouges. Dans l'ensemble du pays, celles-ci organisent en 1920, au sein de la Federterra, 1 145 000 membres.

Partant d'un groupe de villages, les occupations cessent avec l'obtention des revendications. Puis elles reprennent un peu plus loin ou bien à l'autre bout du pays. La grève d'une autre catégorie

de travailleurs agricoles leur succède ; puis d'autres encore. Les mouvements ne s'organisent que peu à peu au niveau régional, par exemple dans la plaine du Pô ou le Latium.

Ainsi la Federterra organise les journaliers de cette dernière région, le 15 septembre 1920, pour une nouvelle occupation simultanée de terres laissées à l'abandon par les gros propriétaires ; une lutte qui coïncide avec celles des métayers pour de meilleurs contrats. Le mouvement touche alors plus de cent cinquante propriétés, occupées ou menacées de l'être. Quatre à cinq mille paysans envahissent les terres dans la région des Castelli Romani, à une quinzaine de kilomètres de Rome. Le mouvement touche alors toute la région agricole de la capitale, y compris ses villages les plus reculés. Trente-six mille hectares sont occupés : des terres non cultivées, mais aussi parfois les meilleures parcelles. Vingt mille hectares sont mis en culture.

L'extension du mouvement paysan, sa profondeur, indiquent un énorme potentiel révolutionnaire. Il pose en fait le problème de l'expropriation des grands propriétaires. Il pourrait devenir un allié déterminant pour les travailleurs des villes. Cependant, les militants catholiques les plus proches des masses paysannes agitent tout au plus l'idée de réformes légales qui pourraient succéder aux occupations de terres. Les responsables de la Federterra limitent leurs objectifs à l'obtention de concessions comme l'amélioration des contrats des métayers et des conditions de travail des journaliers. Et tout au long des deux années que dure ce mouvement multiforme, ni les dirigeants de la puissante Federterra, ni ceux du Parti socialiste qui l'influence, ne se soucient d'en faire vraiment un mouvement à l'échelle du pays, autour d'objectifs intéressant tous les paysans pauvres. Et malgré les liens étroits entre les ligues paysannes et les Bourses du travail, ni les socialistes ni la CGL,

ne tenteront de coordonner le mouvement paysan avec celui des masses populaires citadines en révolte contre la vie chère, ou avec celui des ouvriers occupant les usines.

Une victoire fragile

Le décret Visocchi permet de remettre une partie des terres occupées aux coopératives de combattants, aux coopératives rouges ou blanches, qui elles-mêmes les cèdent aux familles. Des parcelles abandonnées sont louées aux paysans sans terre. Les contrats des métayers s'améliorent et sont débarrassés de leurs aspects les plus archaïques. La création de bureaux d'embauche totalement contrôlés par les ligues rouges fait disparaitre l'arbitraire patronal et la concurrence entre les travailleurs, et permet ainsi aux journaliers d'imposer des salaires plus élevés. Mais, pour importantes que soient ces avancées, elles ne comportent aucune garantie quant à leur application et à leur pérennité. Les commissions d'attribution des terres font traîner leurs décisions en longueur et sont partiales. Les paysans les plus pauvres qui acquièrent une parcelle ne peuvent pas la faire fructifier, faute de crédit, et beaucoup seront rapidement obligés de la revendre à des plus riches. Si l'énorme mobilisation du mouvement paysan a permis d'imposer des progrès qui auraient été impensables quelques années auparavant, les grands propriétaires restent et attendent leur heure. Le décret Visocchi sera totalement annulé dès 1923, après l'arrivée au pouvoir de Mussolini.

Chapitre III

L'appareil d'État paralysé

Face à la vague des manifestations ouvrières et paysannes, le gouvernement ne peut aligner que des forces de répression limitées. Il ne dispose plus que de 25 000 carabiniers, car la guerre a éclairci leurs rangs. En janvier 1920 il crée la Garde royale, corps spécialement destiné à la répression des grèves, mais il faut du temps pour le mettre en place. Selon l'*Avanti !*, d'avril 1919 à avril 1920, la police tue 145 manifestants. Cela ne peut suffire à briser la mobilisation populaire et le gouvernement ne peut pas envoyer ses policiers simultanément dans tous les villes et villages.

L'armée, elle, reste composée essentiellement de paysans qui attendent d'être démobilisés. L'insatisfaction monte parmi les appelés et l'armée est profondément ébranlée. À Brescia, lors du mouvement contre la vie chère, la troupe refuse d'appliquer l'état de siège. À Catane, elle fraternise avec la foule. Enfin, les événements de Fiume vont montrer à quel point les forces armées échappent au contrôle du gouvernement, en même temps qu'ils vont consacrer la légende de D'Annunzio.

L'aventure de Fiume

Fiume, aujourd'hui Rijeka, port de la côte dalmate, territoire autrichien jusqu'à la guerre, est une ville dont les habitants parlent

en majorité l'italien, mais dont beaucoup parlent le serbo-croate. C'est une de ces terres irrédentes réclamées par l'Italie au cours de la guerre. Des troupes essentiellement françaises et italiennes y stationnent depuis la fin du conflit. Les Français, suspectés d'être pro-croates, sont malmenés dans les rues de la ville par des civils et des militaires italiens. Les officiers de ces régiments italiens sont alors écartés de la ville. Mécontents, ils proposent au poète et grand propagandiste nationaliste Gabriele D'Annunzio de marcher à leur tête pour conquérir Fiume.

Fils d'un riche propriétaire terrien, Gabriele D'Annunzio est devenu très jeune un poète admiré. Il s'est illustré lors de la guerre grâce à une série d'actes de bravoure, comme un vol de mille kilomètres pour aller à Vienne lâcher des tracts annonçant aux Autrichiens leur défaite prochaine. À la fin de la guerre, D'Annunzio a cinquante-cinq ans. Admirateur de Nietzsche et de sa théorie du surhomme, il aspire à devenir le prophète-dictateur d'une Italie conquérante. Il a acquis un grand prestige auprès des différents groupes ultranationalistes grâce à sa propagande belliqueuse. Mussolini lui ravira rapidement le premier rôle[3].

Le 12 septembre 1919, D'Annunzio entre donc dans la ville à la tête d'un millier de soldats et proclame l'annexion de Fiume à l'Italie. Le haut commandement militaire italien laisse faire et le gouvernement se borne à organiser un blocus autour de la ville. Le ministre des Affaires étrangères italien confesse : « *Le gouvernement est impuissant contre d'Annunzio, si nous tentions de recourir à la force, nous ne serions pas obéis par l'armée ou la marine.* » Le gouvernement, dirigé par Nitti, démissionne. La Chambre des députés est dissoute.

3. D'Annunzio se ralliera au fascisme en 1922. Il succombera à une hémorragie cérébrale le 1er mars 1938.

Des officiers, des *arditi*, des groupes de toutes les armes, avec de l'artillerie, des avions et même deux navires de guerre, grossissent progressivement les rangs de la petite armée des insurgés qui compte bientôt vingt mille hommes. La population italienne de Fiume est favorable à D'Annunzio. Il reçoit le soutien du capitaine Giulietti, secrétaire de la Fédération des travailleurs de la mer, sympathisant anarchiste. Le syndicat contribue à desserrer le blocus maritime mis en place par le gouvernement italien. L'aventure entraîne de nombreuses manifestations de soutien dans le pays, où se côtoient officiers en uniforme, fascistes et étudiants nationalistes. Parmi les hommes de D'Annunzio, il est de plus en plus question d'une marche sur Rome pour balayer le gouvernement. Mais le petit fief du poète-dictateur est isolé. D'Annunzio perd progressivement le soutien de la population, qui souffre du blocus, et il quitte finalement la ville le 26 décembre 1920.

Chapitre IV

L'occupation des usines

L'année 1920 sera décisive. L'État continue de faire fonctionner la planche à billets pour rembourser ses dettes liées à la guerre. « *Produire plus et consommer moins* » : telle est la formule adressée par le chef du gouvernement en exercice, Francesco Nitti, à la population. Les cartes alimentaires sont rétablies au mois de mars. Les prix à la consommation, calculés sur une base 100 en 1913, atteignent 825 en décembre 1920.

La multiplication des luttes ouvrières

C'est une fièvre de grèves qui s'empare du pays durant toute l'année : les statistiques recensent 1 881 grèves dans l'industrie. À l'échelle de son bref voyage en Italie, le socialiste français Loriot en est le spectateur impressionné. Il doit se rendre à Turin comme invité du congrès du PSI, le 19 avril 1920. Mais la grève générale qui vient d'éclater dans cette ville le contraint à se rendre à Milan où le congrès est déplacé. Pendant celui-ci éclate une grève des cheminots qui paralyse les transports. Il prend alors une voiture, mais dans la région de Pavie il est arrêté à l'entrée de chaque village par les ouvriers agricoles, en grève depuis plus de cinquante jours : ceux-ci le prennent pour un bourgeois dont ils veulent réquisitionner la voiture. Une fois identifié, il doit faire un discours en

compagnie des socialistes italiens qui l'accompagnent. Bouleversé, il leur déclare : « *Mais c'est la révolution, ça ; il faut agir sans retard.* »

Le 19 janvier 1920 débute aux usines textiles Mazzoni, au nord de Turin, une grève qui prend une forme nouvelle. Pour protester contre une série de licenciements et le refus de reconnaitre l'organisation des salariés, les 4 500 ouvriers occupent leurs cinq usines. Les conflits locaux se multiplient. Cependant, « *le Parti socialiste assiste en spectateur au déroulement des événements, il n'exprime jamais une opinion qui lui soit propre,* […] *il ne lance jamais un mot d'ordre qui puisse être repris par les masses, qui puisse donner une véritable orientation générale, unifier l'action révolutionnaire.* » Ce jugement est celui d'Antonio Gramsci, jeune dirigeant socialiste turinois, qui sera un an plus tard un des fondateurs du Parti communiste.

Les limites de la direction syndicale

À Turin, la situation est particulière. Cette grande ville industrielle concentre dans ses usines métallurgiques (Fiat notamment) une classe ouvrière combative, aguerrie et politisée par une décennie de puissants mouvements de grève et même d'insurrections. Le taux de syndicalisation est plus élevé que partout ailleurs en Italie. Les améliorations des conditions de travail arrachées par les luttes et les concessions faites par le gouvernement à l'aristocratie ouvrière – les ouvriers professionnels des grandes usines – ont assuré depuis longtemps une solide implantation à la CGL. La radicalisation des mouvements sociaux de l'année 1919 fait évoluer la situation : l'influence d'une minorité de jeunes socialistes révolutionnaires grandit. Ces militants critiques vis-à-vis de la direction nationale du Parti socialiste se situent clairement à sa gauche. Ils se

reconnaissent dans le groupe d'opposition du napolitain Amadeo Bordiga, qui anime la revue *Il Soviet,* ou dans celui de la revue *L'Ordine nuovo*.

Cette dernière, fondée par Gramsci en mai 1919, s'oppose aux réformistes et à « *la phraséologie pseudo-révolutionnaire* » des dirigeants du PSI, comme la qualifie Gramsci. Cet hebdomadaire aux préoccupations très théoriques ne regroupe qu'une petite équipe de jeunes militants : en 1920 Gramsci a vingt-huit ans, Angelo Tasca vingt-sept et Palmiro Togliatti vingt-six. Toutefois leurs positions révolutionnaires attirent de jeunes militants, des étudiants mais aussi des ouvriers qui passent le soir discuter avec Gramsci dans les locaux de la rédaction. Ils lui rapportent les discussions qui ont lieu dans les ateliers à propos de la révolution bolchevique, leur volonté de s'affranchir des directions syndicales réformistes en mettant en place une autre forme de représentativité des ouvriers, quelque chose d'analogue aux soviets russes, ces assemblées issues des travailleurs d'une usine ou d'un quartier ouvrier, qui élisent un conseil (*soviet* en russe) chargé de les représenter, de décider et d'appliquer les décisions. Gramsci va se faire le porte-parole de leurs préoccupations en engageant une bataille pour transformer les organismes existants – les vieilles Commissions internes où souvent ne siègent que des bureaucrates syndicaux – en véritables Conseils d'usines.

Les Commissions internes sont apparues dans l'industrie automobile à Turin un peu avant la guerre : ce terme désigne alors aussi bien des comités de grève éphémères que des organismes de collaboration entre patrons et syndicats. Elles deviennent après 1918 l'instrument des luttes ouvrières de plus en plus nombreuses. Les patrons de l'automobile leur accordent une reconnaissance officielle mais en s'assurant que la direction en revient aux dirigeants

réformistes de la Fiom[4], la Fédération de la métallurgie de la CGL. Un accord est signé en janvier 1919 qui cimente le contrôle du syndicat sur les commissions : seuls les adhérents du syndicat peuvent en élire les représentants, et les candidats à cette fonction sont désignés par les responsables de la Fiom. Gramsci propose alors de partir de cette structure préexistante des Commissions internes pour les transformer en Conseils d'usines représentant et organisant l'ensemble des ouvriers : syndiqués à la Fiom et dans d'autres syndicats, et non-syndiqués.

Les dirigeants syndicaux réagissent en accusant Gramsci d'être un intellectuel coupé des usines, un aventurier anarcho-syndicaliste. Ils ont une profonde méfiance à l'idée d'une nouvelle forme d'organisation démocratique qui pourrait mettre en discussion leurs prérogatives. Selon eux, la grande masse des ouvriers qui ne sont pas organisés syndicalement n'est pas fiable : elle est peu consciente et peut être sujette à des explosions de colère désordonnées. La direction du Parti socialiste est elle aussi critique, Serrati déclare douter de « *la capacité révolutionnaire de la masse amorphe* ». Localement, les militants de la tendance bordiguiste soutiennent les Conseils, à l'exemple du responsable syndical de l'usine Fiat-Centro, Giovanni Parodi. Les anarchistes se prononcent également pour les Conseils.

Les Conseils fleurissent dans les usines

Gramsci et ses amis initient une séries de réunions dans les réfectoires des usines turinoises, auxquelles prennent part des représentants de tous les courants politiques et syndicaux – réformiste

4. Fiom : Federazione Impiegati Operai Metallurgici : Fédération des employés et des ouvriers de la métallurgie, membre de la CGL et aujourd'hui de la CGIL.

et maximaliste, catholique, anarcho-syndicaliste et républicain mazzinien – et où sont invités tous les ouvriers. Leurs idées ont un large écho et à la mi-octobre 1919, trente mille ouvriers des usines Fiat, Lancia et autres élisent leurs commissaires d'atelier, élus pour un an à bulletin secret et révocables. L'ensemble des commissaires d'atelier de chaque usine forme le Conseil d'usine. Les Conseils d'usines désignent à leur tour en leur sein une Commission interne, qui cette fois est une commission exécutive chargée d'organiser la mise en œuvre des décisions du Conseil. Dès novembre, lors d'une assemblée générale, les militants de la section turinoise de la Fiom, acquis aux idées de Gramsci, remplacent leur ancienne direction réformiste par des responsables socialistes révolutionnaires.

La nouvelle situation est jugée très préoccupante par les industriels, qui ont bien compris la nature et le danger des Conseils : celui d'un contre-pouvoir efficacement contrôlé par les ouvriers au sein des usines. Le 7 mars 1920 a lieu à Milan le congrès constitutif de la Confédération générale de l'industrie (Confindustria), la première organisation patronale à l'échelle du pays. Pour son nouveau secrétaire, Olivetti, les travailleurs de Turin sont l'avant-garde du prolétariat italien. Il est nécessaire de les briser avant de pouvoir étendre l'offensive aux travailleurs des autres régions.

Agnelli, le patron de Fiat, Olivetti et De Benedetti, le président de la ligue industrielle turinoise, font part de leur intention au préfet en mettant en avant le fait que « *dans l'entreprise ne peuvent coexister deux pouvoirs* ». Le gouvernement concentre ce qui lui reste de troupes sûres autour de la capitale piémontaise : cinquante mille soldats, gardes royaux et carabiniers, avec des batteries placées sur les collines autour de la ville et des blindés. La ville est assiégée : la police bivouaque sur les routes. Mais toute cette longue et minutieuse préparation du patronat et de l'État pour « *prendre la classe*

ouvrière turinoise dans un piège à loup ne fut même pas perçue par les chefs responsables de la classe ouvrière organisée », déplore Gramsci.

La « grève des horloges »

Pendant la guerre, l'heure d'été a été instaurée. Après le conflit, des socialistes mènent campagne contre cette heure d'été, souvenir et symbole à leurs yeux de la guerre. Le 21 mars 1920, en application de l'heure légale, les industriels turinois s'apprêtent à faire avancer d'une heure les aiguilles des horloges de leurs entreprises, sans prendre la peine de consulter les Conseils ouvriers.

Le 22 mars, dans l'usine Industrie métallurgique, une fonderie propriété de Fiat, la Commission interne fait savoir qu'elle est opposée au changement d'heure. Un ouvrier prend l'initiative de remettre les aiguilles de l'horloge de l'entrée de l'usine à l'ancienne heure. Il est immédiatement licencié et la Commission est mise à l'amende. Les ouvriers se mettent en grève perlée pendant trois jours. La direction réagit en fermant l'usine. Aux Aciéries Fiat, le patron déclare inéligibles pour un an les membres de la Commission interne. Là aussi, à la grève des salariés, la direction répond par le lock-out. La grève gagne alors la plupart des autres entreprises de la métallurgie.

Le point de départ de ce conflit peut sembler mineur. Mais l'enjeu est important aux yeux des patrons comme des ouvriers. Il s'agit en fait de savoir qui prend les décisions dans l'usine. Les patrons sont-ils omnipotents comme par le passé, ou bien doivent-ils partager le pouvoir dans l'entreprise avec les travailleurs organisés en Conseils ouvriers ? Le patronat met donc la suite de son plan à exécution. Dans la nuit du 28 mars, les carabiniers et gardes royaux

sont envoyés occuper toutes les grosses et moyennes entreprises de Turin. Les grilles en sont gardées par des détachements de cavalerie et des autos blindées. La ville est en état de siège. Des mitrailleuses sont postées sur les maisons, à l'entrée des ponts, aux carrefours. En parallèle, les patrons discutent avec la Fiom, à qui ils veulent faire signer un document reconnaissant comme uniques dirigeants dans l'usine « *les contremaîtres désignés par la direction* ».

Les Conseils d'usines, la Bourse du travail et la section locale du Parti socialiste, dont les directions ont basculé à la gauche du parti, dirigent la grève. La revue *L'Ordine nuovo* se transforme en un bulletin quotidien de la grève. Celle-ci devient politique. L'appel lancé par la Bourse du travail affirme que « *la production aujourd'hui ne peut être laissée à l'arbitraire des capitalistes.* [...] *Les Commissions internes sont l'organisme embryonnaire du nouveau pouvoir des producteurs.* [...] *Il n'est pas question de petites améliorations économiques.* »

La grève des travailleurs de la métallurgie dure vingt jours. Il y a de nombreux actes de provocation : lors d'un grand meeting sur une place, une grenade est lancée. La police réagit en ouvrant immédiatement le feu sur la foule. La Bourse du travail et la section locale du PSI élargissent le mot d'ordre de grève générale à tous les travailleurs de la ville. Le 14 avril, toute la région turinoise est appelée à rejoindre la lutte. La province est paralysée. Toutes les usines, la poste et le télégraphe, les chemins de fer, les tramways, l'ensemble des services publics et les commerces sont figés ; typographes, employés municipaux, cheminots, ouvriers du textile et de la métallurgie, salariés des laboratoires, du tramway, pompiers croisent les bras. En Lombardie, la Bourse du travail de Pavie proclame la grève générale le 19 avril. Les boulangers cessent le travail et le ravitaillement en pain doit être assuré par l'armée.

Au même moment, la lutte dans les campagnes avoisinantes se poursuit, bien que sans lien direct avec ce qui se passe en ville : Deux cent mille paysans sont alors en lutte depuis cinquante jours dans les provinces piémontaises de Novare, de Vercelli, d'Alessandria et de Pavie, en Lombardie. D'autres mouvements de solidarité ont lieu dans le pays : le 18 avril, les cheminots de Livourne (Toscane) déroutent un train transportant des militaires en chemin pour Turin. Le jour suivant, ce sont des cheminots de Bologne, Pise, Florence et Lucques qui bloquent des trains militaires. À Gênes, les dockers, les cheminots et les travailleurs de nombreuses entreprises se mettent en grève et bloquent le départ des bateaux transportant les militaires aux cris de « *Vive les métallurgistes de Turin !* », « *Vive les Conseils d'usine !* » Les grévistes sont alors cinq cent mille.

L'isolement des ouvriers turinois

Le conseil national du Parti socialiste, prévu le 19 avril à Turin, est déplacé à Milan car la direction estime que la grève ne rend pas sa tenue propice dans la capitale piémontaise. Les délégués de Turin y réclament vigoureusement l'élargissement du mouvement. Turati et D'Aragona leur reprochent d'exagérer l'importance de cette lutte locale. Serrati parle d'une « *belle mais grande illusion* ». L'édition milanaise de l'*Avanti !* refuse de publier une déclaration de la section turinoise faisant appel à la solidarité de tous les travailleurs du pays. Dans la province de Biella, en Piémont, où les travailleurs répondent à l'appel des Turinois, les dirigeants syndicaux se précipitent dans les usines pour faire reprendre le travail. La classe ouvrière turinoise reste donc isolée. Elle reprend finalement le travail le 24 avril, au terme d'un mois de lutte qui se solde par une lourde défaite.

Le dirigeant de la CGL, D'Aragona, se rend ce jour-là à Turin pour signer le compromis de fin de conflit à propos duquel il ironise en disant qu'il s'agit « *d'enterrer l'enfant mort-né* ». Les réformistes du parti et les maximalistes triomphent contre les « agités » de la section turinoise et aussi contre les ouvriers turinois auxquels ils ne pardonnent pas d'avoir donné vie, sans leur aval, à l'organisation des Conseils et à la lutte qui en a été la conséquence. Dans l'*Avanti !*, pour justifier l'abandon des Turinois, Serrati les accuse d'avoir accepté la provocation patronale, puis ensuite cherché, à la dernière minute, l'aide du prolétariat « *moins préparé* » du reste de l'Italie. La bourgeoisie se félicite. Pourtant les industriels n'ont pas encore obtenu la victoire écrasante qu'ils espéraient. Les Conseils d'usine et les Commissions internes voient leurs pouvoirs fortement diminués, mais ils continuent d'exister dans les entreprises.

La révolte d'Ancône

Deux mois après la « grève des horloges », c'est un autre épisode, la révolte d'Ancône, qui témoigne de la fragilité du pouvoir. L'Italie, qui entend jouer un rôle dans les Balkans, conserve des troupes dans la ville de Valona en Albanie. Celles-ci sont encerclées par les insurgés albanais et en juin 1920 le gouvernement envoie des renforts. Mais le 26 juin, dans le port d'Ancône sur l'Adriatique, peu de temps avant la date prévue pour leur envoi en Albanie, les soldats de la caserne se mutinent. Les officiers sont arrêtés. Une bataille s'engage à coup de fusils et de mitrailleuses avec les carabiniers et les gardes royaux venus les encercler. Les ouvriers des entreprises portuaires et des manufactures entrent en grève. Les anarchistes et une partie des jeunes militants socialistes pillent les armureries et engagent une bataille de rues. À trois ou quatre cents, ils s'emparent

de la gare, de la station radio. Ils installent des mitrailleuses sur des barricades près du port.

Les bombardements du contre-torpilleur dépêché sur place mettent fin à l'insurrection au bout du troisième jour. Le mouvement s'étend néanmoins dans toute une partie de l'Italie centrale. Le gouvernement est contraint de retirer ses troupes d'Albanie et d'accélérer la démobilisation des appelés. D'autres mutineries ont lieu à Cervignano dans le Frioul, à Brindisi dans les Pouilles. Mais le mouvement ne s'étend pas au reste de la péninsule et les mutins sont livrés à eux-mêmes. La direction socialiste et la CGL appellent au calme afin de ne pas nuire… à la préparation de la révolution ! Elles « *mettent en garde les travailleurs contre les mouvements qui peuvent nuire au mouvement d'ensemble* ».

Les fraternisations entre les soldats et la population restent sans lendemain. Elles illustrent cependant la fragilité de l'appareil de répression, alors que va débuter l'occupation des usines.

L'occupation des usines de la métallurgie

En 1920 Giolitti, le président du Conseil, a soixante-dix-huit ans. C'est un vieux renard de la politique. Son gouvernement comprend un ex-dirigeant du Parti socialiste au ministère des Armées, Bonomi, et au ministère du Travail l'ancien syndicaliste révolutionnaire Arturo Labriola. Fin août 1920, ils sont confrontés à ce que Giolitti lui-même définira dans ses *Mémoires* comme « *l'éruption finale de ce mouvement sans nul doute révolutionnaire* ».

Selon les statistiques, les dépenses hebdomadaires d'une famille type sont passées de 108 lires en août 1919 à 190 lires en décembre 1920. Pour faire face aux continuelles hausses des prix, la Fiom réclame une augmentation de 40 % à 50 % des salaires. Son

dirigeant, Bruno Buozzi, réformiste conciliant, prend soin d'expliquer aux patrons que « *la Fiom se limite à prétendre à des augmentations à peine suffisantes pour que les indices salariaux rejoignent ceux du coût de la vie* ». Lors d'une réunion de négociation à l'hôtel de ville de Milan, les patrons répondent de façon non équivoque, par la bouche de leur représentant l'avocat Rotigliano, que « *toute discussion est inutile. Les industriels sont opposés à quelque amélioration que ce soit. Depuis la fin de la guerre ils n'ont cessé de se déculotter. Maintenant cela suffit, c'est votre tour.* »

La Fiom décide d'une forme d'action moins radicale que la grève classique : la grève perlée, dans toutes les entreprises de la métallurgie à partir du 21 août. Cette grève du zèle consiste à ralentir au maximum la production en exigeant l'observation rigoureuse des règles de sécurité et à se contenter du salaire de base pour les salariés payés à la tâche. Pour déjouer la riposte éventuelle des industriels, il est prévu qu'en cas de lock-out, les ouvriers occupent les usines. La production chute de plus de 60 % dans des usines comme Fiat.

Les patrons de l'Alfa Romeo de Milan proclament alors le lock-out. Le matin du 30 août, les deux mille ouvriers trouvent l'usine investie par les militaires. Les patrons ont prévu de généraliser le lock-out à toutes les entreprises du pays le lendemain, mais le jour même la Fiom invite les ouvriers de trois cents entreprises milanaises à ne pas sortir des usines et à les occuper. Le 1er septembre, l'ensemble des entreprises de la métallurgie du pays est occupé. Presque un millier d'établissements est aux mains de quatre cent mille salariés, principalement dans le triangle industriel Turin-Milan-Gênes, mais également à Naples, Rome, Ancône, Florence, Palerme, en Ombrie, en Émilie, en Vénétie, etc. Partout où il y a un atelier pour travailler le métal, qu'il compte quinze mille

ouvriers comme à Fiat-Centro ou seulement quelques dizaines, qu'il s'agisse de travailleurs syndiqués ou non, les salariés occupent leur établissement.

Le mouvement touche l'automobile, la métallurgie, les fonderies, les hauts-fourneaux, les mines de fer, les arsenaux, les ateliers ferroviaires et les chantiers navals. À Turin, cent mille ouvriers, puis bientôt cent cinquante mille, occupent 185 entreprises : les usines Lancia, Fiat, les fonderies de l'Ansaldo, les usines de l'aéronautique, etc.

La nouvelle du mouvement dans les grandes villes galvanise les travailleurs des plus petites localités. Ainsi, à Novare dans le Piémont, le 3 septembre à 15 heures, le sifflement des sirènes donne le signal du passage des usines sous le contrôle des Conseils d'usine. Immédiatement, comme cela a été préparé, des salariés désignés prennent en main les bureaux. Les grilles de la fabrique sont fermées. Des dortoirs et des cuisines sont installés dans les ateliers et les familles fournissent le ravitaillement. L'hymne des travailleurs, *Viva Lenin !* et *Bandiera Rossa* retentissent dans les cours d'usines. Des fanfares et des manifestants défilent dans les rues. « *La première chose qui frappe quand on arrive à Milan*, écrit le dirigeant de la CGL Emilio Colombino, *c'est le grand nombre de drapeaux rouges qui flottent sur les cheminées, sur les toits d'usines.* »

À Turin, les petits boutiquiers des quartiers ouvriers fournissent des vivres aux usines occupées et acceptent d'être payés avec les bons de ravitaillement émis par celles-ci.

À Gênes, la Bourse du travail fabrique et distribue des « bons-crédit vivres » dont la valeur est reconnue par tous les commerçants.

Les ouvriers dirigent eux-mêmes la production

La Fiom veut montrer son sens des responsabilités vis-à-vis du patronat et éviter le basculement dans une grève totale. Dans toutes les usines occupées, elle invite les ouvriers à se remettre très vite au travail, en maintenant la grève perlée. La Fiom explique que les ouvriers seront en droit de réclamer pour le travail effectué leur salaire à la fin du conflit. Souvent, celui-ci s'achèvera avec une visite de l'usine organisée par le syndicat afin de faire constater que les machines ont été parfaitement entretenues.

Pour l'heure, il faut donc démontrer que les ouvriers sont capables de maintenir la production. Mais dès lors, le mouvement des occupations se transforme de fait en une gestion ouvrière des usines métallurgiques. Des contremaîtres sont restés dans certaines usines comme à la SPA, mais la majorité des employés et techniciens a subi la pression patronale et abandonné les entreprises. Pourtant toutes les usines continuent de fonctionner. Fiat-Centro conserve 70 % de sa production normale. Dans les usines de Novare, la fabrication est maintenue à 50 %. Quand le charbon et les matières premières manquent, des équipes d'ouvriers partent en camion chercher le coke et les wagons de charbon, forçant au besoin les barrages des carabiniers.

Seule une minorité de travailleurs néglige de se rendre à l'usine : ils sont 10 % seulement à Turin. Dans cette ville, les ouvriers décident même de passer de la journée de huit heures à celle de douze heures : huit heures de travail et quatre de garde. Sur les établis est inscrit le slogan : « *Qui ne travaille pas ne mange pas* » ou bien « *Le travail anoblit* ». À la Fiat-Brevetti les ouvriers décident même de travailler le dimanche. Au sein de la Bourse du travail de

la capitale piémontaise sont constituées des commissions chargées de coordonner la production à l'échelle de la ville : une commission pour l'échange de matériel, une autre pour l'approvisionnement en matières premières et les transports. Les boissons alcoolisées, vin compris, sont interdites sur les lieux de travail. Un militant de l'usine Rotonda de Novare se souvient d'avoir travaillé « *mieux qu'avant, plus, parce que nous voulions* […] *que les patrons de retour n'aient rien à redire* ».

Pour les militants du PSI qui commencent à se définir comme « tendance communiste », l'objectif est différent et a valeur de prise de conscience politique. Le Conseil d'usine de la Fiat-Centro, dirigé par le bordiguiste Giovanni Parodi, écrit dans son premier communiqué : « *La Commission interne ouvrière, en accord avec la Commission interne des techniciens, invite tous les ouvriers à rester à leur poste en continuant leur tâche.* […] *Ouvriers ! Montrez que même sans patron vous savez parfaitement faire fonctionner l'usine.* » Et Giolitti de déplorer « *l'idée répandue parmi les ouvriers qu'ils pouvaient gérer les usines sans l'intervention de capitalistes et de dirigeants* ».

Les ouvriers métallurgistes démontrent effectivement pendant un mois qu'ils sont capables de diriger par eux-mêmes la production du secteur le plus pointu de l'industrie italienne. Mais ce n'est déjà plus la question.

La constitution de Gardes rouges

Les ouvriers redoutent l'intervention des forces de police qui voudraient reprendre le contrôle des usines. Ils forment donc leurs milices, sous le nom de Gardes rouges : des organisations de combat constituées des travailleurs les plus jeunes et les plus sérieux,

qui surveillent les grilles d'entrée, les rues à proximité et se préparent à repousser les assaillants. Ils se procurent des armes. À l'usine SPA de Turin les militants se munissent de quinze revolvers, mais ils s'aperçoivent ensuite que de leur côté les travailleurs en ont spontanément apporté cent quinze. Un ouvrier qui se porte alors volontaire pour la Garde rouge fait la confidence suivante : « *J'avais une montre depuis plus de quatorze ans. Cela me fendait le cœur de la vendre, mais que voulez-vous, aujourd'hui nous avons besoin de pistolets et pas de montres.* » Seize équipes, de dix ouvriers chacune, gardent l'usine. La deuxième nuit de l'occupation, un groupe de Gardes royaux s'approche de l'usine et ouvre le feu. Les gardes rouges ripostent et la fusillade se poursuit pendant une vingtaine de minutes.

Puis il est décidé de produire dans les ateliers des grenades rudimentaires. Les réformistes tentent de s'y opposer en prétextant que cela entraînerait une intervention de la police. Un vieil ouvrier leur fait remarquer : « *Durant la guerre, vous étiez sans cesse à nous casser les bonbons pour que nous augmentions la production de guerre.* […] *Aujourd'hui, vous voulez nous faire arrêter la production d'armes parce qu'elle nous sert à nous les ouvriers, pour notre guerre.* »

Le 4 septembre, le préfet de Milan note dans son rapport au ministère de l'Intérieur : « *Le personnel de l'industrie métallurgique continue de s'armer.* » En effet à Turin, dans différentes entreprises, sont produites des milliers de grenades, assemblés quantité de fusils et même quelques autos blindées. Des casemates constituées de sacs de sable sont installées à l'entrée de la Lancia à Turin. L'usine Fiat-Centro dispose de quelques mitrailleuses et de cinq mille cartouches.

Dans la majorité des cas, les métallos ne disposent que de quelques revolvers, de fusils de chasse et de barres de fer, néanmoins le fait est là : en une dizaine de jours les usines occupées de toute la province de Turin ont trouvé des armes et se sont dotées d'organisations militaires. La détermination des travailleurs se vérifie au cours de nombreuses alertes. À la Fiat-Lingotto, les jeunes Gardes rouges qui patrouillent autour de l'usine en bicyclette donnent l'alerte. La sirène retentit et en un instant, de tous les ateliers, lâchant les outils, des centaines d'ouvriers armés se précipitent. La police tente de rentrer dans l'usine pour s'emparer des mitrailleuses. Elle est repoussée.

À Turin, le Comité militaire, qui existait déjà en avril, est remis sur pied. Il se révèle efficace. Le 6 septembre, dans le quartier turinois de la Barrière de Milan, suite à la rumeur d'une intervention des gardes royaux, les sirènes retentissent et une foule de femmes et d'enfants d'ouvriers se précipitent devant les grilles des usines pour prêter main forte aux travailleurs. À partir du 16 septembre la tension monte. Des forces de police et des militaires sont postés autour des usines. Des heurts se produisent avec des fascistes. À l'usine Biak, il y a des morts et des blessés des deux côtés. À l'usine Capamianto, le patron De Benedetti tire sur les ouvriers, en tue un et en blesse gravement plusieurs autres.

Giolitti écrira que, « *après que l'occupation fut terminée, on trouva et on saisit dans de nombreuses usines et dans le pays des millions de fusils, de revolvers, de bombes à main, d'armes blanches de toute espèce, et en plus environ cinq cents tonnes de cheddite et de nitroglycérine.* » En septembre 1920, les ouvriers du nord de l'Italie croient à l'imminence de la bataille et s'y préparent.

La seconde semaine d'occupation : l'extension de la grève

Le dernier jour de la première semaine d'occupation est festif. C'est le premier « dimanche rouge ». Les ouvriers restent dans les usines. Des parties de boules, des fêtes et bals avec orchestres sont improvisés. Des meetings se tiennent. La seconde semaine d'occupation, qui débute le lundi 6 septembre, est plus tendue, les alertes et les heurts aux portes des entreprises plus nombreux. En tout, trois ouvriers, cinq policiers et un jeune nationaliste perdront la vie lors de ce conflit. De nombreux autres seront blessés. La découverte dans les bureaux de la direction de Fiat d'une liste noire des ouvriers subversifs à licencier suscite une grande indignation. Des ouvriers, anciens pilotes pendant la guerre, s'emparent de deux avions et font pleuvoir des tracts sur Turin.

L'USI – le syndicat anarchiste –, réunie en congrès à Milan, se prononce pour une généralisation des occupations à toutes les entreprises. Celle-ci débute de fait sous l'impulsion de la Fiom et des ouvriers : il s'agit dans un premier temps de se procurer les matières premières nécessaires pour maintenir la production dans les entreprises occupées. Dans ce but, à Turin, la Fiom ordonne l'occupation de la Société oxygène et autres gaz afin de ravitailler les usines métallurgiques.

À Turin, les entreprises de la chimie sont à leur tour occupées : les usines de caoutchouc Michelin, les entreprises Spiga, Saiga, Walter Martini, Tedeschi. Les patrons refusant de vendre le cuir, les vitres, l'électricité nécessaires aux usines automobiles voient leurs entreprises occupées ; des usines de chaussures, de nombreux établissements de tissage également. Dans la province piémontaise, à Biella, capitale de la laine, les occupations s'étendent aux usines textiles. À

Bergame et à Milan, c'est lors de la deuxième semaine que l'occupation s'étend à d'autres secteurs : les vingt mille ouvriers de Pirelli, ceux d'Hutchinson, ceux de l'entreprise Carlo Erba, des distilleries Campari, les brasseries Italia. En tout, à Milan, une vingtaine d'établissements sont occupés sans l'aval du syndicat. Dans le port de Gênes les travailleurs occupent trois bateaux. Les cheminots ravitaillent en wagons de charbon et de fer les usines de la métallurgie. Les ouvriers en lutte sont désormais au nombre de six cent mille, dont cent mille dans la province de Gênes et cent cinquante mille dans celle de Turin.

La CGL freine le mouvement

Les partisans de Gramsci militent pour l'extension du mouvement, au moins à l'échelle du Piémont. Les anarchistes font de même partout où ils se trouvent. Mais la CGL contrecarre leur action. À Biella, la Bourse du travail ordonne l'évacuation des fabriques textiles et obtient leur restitution aux patrons. Les responsables syndicaux des Fédérations de métier de Novare, le puissant Syndicat indépendant des dockers à Gênes, font tout pour limiter les mouvements de soutien à de simples souscriptions financières. Sans coordination avec les occupations citadines, les occupations paysannes reprennent de plus belle dans le Sud. Mais la Federterra ne souhaite ni les étendre massivement, ni faire le lien avec la grève ouvrière. Alors que la Confédération patronale a décidé de briser la combativité de l'ensemble de la classe ouvrière italienne en écrasant son secteur le plus combatif, la CGL veut soigneusement circonscrire la lutte aux métallurgistes. Elle évite d'élargir les revendications et de tenter d'entraîner d'autres catégories de salariés.

Pourtant D'Aragona revient, en pleine grève, du deuxième congrès de l'Internationale communiste où il s'est déclaré partisan de la « dictature du prolétariat ». Quant à Bruno Buozzi, le dirigeant de la Fiom, il n'a pas vu venir un mouvement de cette ampleur. À différentes reprises, il voudrait mettre un point final au conflit, mais la lutte a désormais pris un tel élan qu'il ne peut plus l'arrêter sans concessions significatives de la part des patrons. Il reste en contact étroit avec les préfets de Turin et de Milan, et ceux-ci notent dans leurs rapports confidentiels à Giolitti qu'ils savent pouvoir compter sur Buozzi et D'Aragona pour maintenir le conflit dans certaines limites.

Le 14 septembre, le préfet Lusignoli met les choses au clair dans le compartiment du wagon qui conduit à une négociation les représentants syndicaux et patronaux. Il désigne D'Aragona aux patrons en affirmant : « *Voyez-vous cet homme ? C'est le sauveur de l'Italie.* » En 1924, celui-ci le revendiquera en écrivant : « *Nous sommes peut-être coupables d'avoir fait de trop grandes concessions verbales au moment du délire bolchevik. Mais notre honneur et notre mérite, c'est de nous être opposés à l'explosion de la révolution que préméditaient les extrémistes.* » À ce moment de la grève, le seul atout du gouvernement et du patronat est la modération des principaux dirigeants du mouvement ouvrier. Mais ces derniers n'ont pas les mains libres. Ils sont confrontés aux travailleurs et aux Conseils d'usines qui les représentent, assurant la direction du mouvement dans de nombreux endroits.

Conseils et syndicats

Le *Giornale d'Italia*, journal patronal, s'inquiète de la politisation du mouvement en ces termes : « *Partout, de Sampierdarena à*

Voltri [quartiers de la périphérie ouest de Gênes], *ce n'est qu'une floraison de drapeaux rouges et noirs accrochés aux machines, aux grilles et sur les navires en construction. Sur la grande grille des ateliers Ansaldo de Sestri-Ponente, les ouvriers ont accroché un écriteau portant l'inscription* "Établissements communistes" ». Les ouvriers baptisent le bateau achevé qu'ils mettent à l'eau du nom de Lénine. Ailleurs, les banderoles à l'entrée des usines précisent « *Entreprise fédérale* », au sens de fédération syndicale.

Un autre facteur contribue à ce que ce mouvement de caractère défensif et économique au départ, portant sur une revendication salariale face à l'inflation, acquière une dimension politique. C'est l'organisation en Conseils. Avec les Commissions internes déjà en place, les Conseils d'usine turinois, les comités de grève créés pour organiser l'occupation, l'organisation en conseils n'est pas homogène, mais très présente. Ceux-ci se substituent durant l'occupation aux directions patronales et représentent aux yeux des travailleurs l'organe du pouvoir dans l'usine, leur pouvoir.

Un journal relate l'infortune de ce patron client de la Fiat qui téléphone en espérant avoir au bout du fil l'un des dirigeants habituels de l'entreprise. Il demande : « *Allô, qui est à l'appareil ?* — *Le Soviet Fiat !*, lui est-il répondu. *Alors excusez-moi, j'appellerai une autre fois…* » Dans toutes les usines Fiat, ce sont les Conseils d'usines élus par les commissaires d'ateliers, eux-mêmes élus par l'ensemble des ouvriers, qui contrôlent toute la vie de l'usine : production, approvisionnements et échanges avec les autres entreprises, alimentation, discipline intérieure, défense. Et dans ces Conseils d'usine l'influence des militants les plus radicaux du Parti socialiste est importante.

À la Fiat-centro, c'est le communiste Giovanni Parodi qui est à la tête du Conseil d'usine. La Bourse du travail de Turin, contrôlée par

les membres des fractions communistes (partisans de Bordiga et l'*Ordine nuovo* de Gramsci), coordonne à l'échelle de la ville le système de gestion ouvrière des usines occupées, en mettant sur pied différentes commissions pour échanger les produits entre usines, les fournisseurs d'énergie et de matières premières et les sous-traitants, ou pour assurer la défense des entreprises occupées.

À Gênes, second grand pôle industriel d'Italie avec ses cent mille ouvriers, Antonio Negro et ses amis anarchistes de l'USI dirigent l'une des trois Bourses du travail, celle de Sestri-Ponente qui regroupe quatorze mille travailleurs. Ils y encouragent une organisation de type conseilliste. Les deux autres Bourses du travail génoises sont par contre dirigées par le groupe des « socialistes indépendants », très réformiste et hostile aux Conseils. Dans la province de Biella, les ouvrières du textile s'organisent elles aussi en Commissions internes. Mais en dehors de Turin, ces Commissions ou Conseils sont souvent composés d'anciens dirigeants de la section syndicale, qui négligent de se faire élire et vident ainsi de sens le nouvel organisme. Quant à la direction « maximaliste » du Parti socialiste, qui a mis en place une commission spéciale chargée de rédiger les statuts et la forme que devront prendre les futurs soviets italiens, elle néglige ces embryons de soviets que sont les Conseils d'usines : peut-être ont-ils eu le tort de ne pas attendre le résultat de leurs études !

Une bourgeoisie incertaine

Les patrons de la sidérurgie, des trusts Ilva et Ansaldo notamment, veulent briser les ouvriers, au sens propre s'il le faut. Ils enragent de voir le chef du gouvernement ne pas intervenir à leurs côtés et poursuivre ses vacances à Bardonecchia. Giolitti, lui, ne veut

pas donner l'impression que le gouvernement cède à la panique. Il explique à Agnelli, le patron de la Fiat venu le presser d'agir, qu'il faut attendre, sinon la seule alternative serait de recourir à la force. « *Précisément !* », l'interrompt alors Agnelli désireux de voir la troupe écraser les ouvriers. Son prédécesseur, Nitti, se lamentait déjà quelques mois plus tôt en évoquant « *cette bourgeoisie, notre bourgeoisie, faisandée et corrompue, qui ne s'aperçoit même pas des périls qu'elle court et qui n'a pas l'instinct de conservation* ».

Giolitti sait que la tentative d'expulser militairement les ouvriers obligerait les organisations syndicales à réagir vigoureusement et pourrait donner le signal d'une insurrection générale. Il veut convaincre les industriels « *qu'afin de leur faire économiser quelques sommes, aucun gouvernement en Italie ne fera usage de la force, provoquant ainsi certainement une révolution.* » Les rapports de police adressés au gouvernement sont alarmistes. Ils font part de la progression de l'armement des travailleurs : des mitrailleuses, peut-être un tank et deux avions. Le préfet de Milan déplore ne pouvoir disposer de son côté que de trois mille hommes de troupe, mille deux cents carabiniers et six voitures blindées, ce qui ne lui permet de contrôler qu'un cinquième de la ville. Il réclame des tanks et cinq mille hommes, « *faute de quoi une partie de la ville tomberait, ne serait-ce que momentanément, aux mains des révoltés* ».

L'armée, elle, commence à être démobilisée suite à la mutinerie d'Ancône. Ses principaux effectifs se trouvent dans les zones d'armistice. Les effectifs des carabiniers ont été portés à soixante mille, mais il faut du temps pour former les nouveaux et leur forger un solide esprit de corps. Le gouvernement est préoccupé par la solidarité des cheminots à l'égard des occupations. Un décret est prêt pour, en cas de besoin, militariser les chemins de fer. Cela

suffira-t-il pour obliger les cheminots à transporter les troupes ? Rien n'est moins sûr.

Finalement, Agnelli et la majorité de la bourgeoisie italienne cherchent un compromis. Outre des aides financières très importantes et un protectionnisme accru promis par le chef de l'État, leur revirement est d'abord dû à la peur devant ce mouvement qui s'approfondit. Olivetti, Agnelli, la Banque Commerciale, convainquent les plus myopes des intransigeants qu'il faut accepter la proposition de médiation avec les syndicats faite par le gouvernement.

Mais les dirigeants de la CGL ne peuvent plus mettre fin au conflit aussi rapidement qu'ils le souhaiteraient. Celui-ci a pris une telle ampleur qu'ils ne pourront pas signer des accords au rabais sans être contestés. Ils réclament donc désormais le « contrôle syndical » sur les usines. Il s'agit pour eux, avec cette formule, de duper les salariés en leur faisant croire qu'ils réclament le contrôle ouvrier permanent sur les entreprises. En réalité, ils demandent un simple droit de regard du syndicat concernant la bonne marche de l'entreprise. Giolitti reprend à son compte cette proposition. Pour les industriels de droit divin, la formule, même inoffensive sur le fond, est dure à avaler, mais ils acceptent. L'incertitude, le désarroi font même envisager à des patrons comme Agnelli de céder leurs entreprises à des coopératives ouvrières qui leur verseraient une rente.

Giolitti sait depuis le début que sa meilleure arme n'est pas la troupe mais les dirigeants ouvriers modérés, « *les chefs les plus raisonnables* ». Il sait qu'il peut compter sur les syndicalistes D'Aragona et Buozzi. Reste pour lui à s'assurer de la complicité des dirigeants du Parti socialiste.

Le poids des réformistes

Le sénateur Albertini, directeur du *Corriere della Sera*, organe qui représente le point de vue du patronat milanais, propose au socialiste Turati de former un nouveau gouvernement avec une participation de la CGL. Plutôt un gouvernement social-démocrate à l'allemande, pense-t-il, que le chaos actuel qui risque de profiter aux communistes !

Déjà, en 1904, l'année de la grande grève de Parme, Giolitti avait invité le dirigeant socialiste Turati à entrer dans son ministère. Giolitti raconte dans ses *Mémoires* la réponse que celui-ci lui avait fait transmettre : « *Une participation des socialistes au pouvoir lui semble prématurée parce qu'elle n'eût pas été comprise par les masses, encore imparfaitement préparées à la vie politique.* » Pour les mêmes raisons, Turati décline à nouveau l'offre en 1920, mais il entretient néanmoins des relations étroites avec le préfet de Milan et les députés de droite au sein du Parlement. Par tous ces canaux, le gouvernement est au courant des discussions au sein de la direction socialiste. Giolitti sait que Turati est hostile à l'extension des occupations qu'il considère comme très dangereuse, qu'il s'emploie opiniâtrement à empêcher que les occupations ne débouchent sur un mouvement irrésistible et des développements révolutionnaires. Quant à la direction maximaliste du PSI, elle est dépassée par les événements. Elle laisse de fait l'initiative aux réformistes du parti qui, eux, savent très bien ce qu'ils veulent et surtout ce qu'ils ne veulent pas : une révolution.

Les révolutionnaires

Un simple militant socialiste de Biella se souvient : « *Pour nous les jeunes, il n'y avait pas alors le moindre doute que l'occupation des*

usines fût le début de la grande bataille révolutionnaire que nous attendions, le premier pas vers la révolution. » C'est là l'état d'esprit des jeunes, des ouvriers politisés, d'une partie importante des militants socialistes de la base et des travailleurs de Turin. C'est également, quoique de façon plus confuse, l'aspiration de l'ensemble des ouvriers. Plusieurs groupes poussent dans cette direction, mais ils sont divisés, ne regroupent que de petites minorités de militants dont l'activité est souvent orientée au seul plan local.

Les anarchistes, Malatesta dans les colonnes de l'*Umanità Nuova*, les militants dans les meetings, proposent l'extension du mouvement. Ils sont présents en Ligurie, à Vérone en Vénétie, sur le littoral tyrrhénien, dans les villes piémontaises. Le 8 septembre, ils s'adressent ainsi par tract à la population : « *Travailleurs ! Vous vous êtes emparés des usines. Vous avez fait en cela le premier pas vers l'expropriation de la bourgeoisie.* » Une conférence anarchiste extraordinaire à laquelle assistent le secrétaire de la section métallurgique de Turin, Pietro Ferrero, et un anarchiste turinois lié à Gramsci, Maurizio Garino, se prononce « *pour une décision hardie : l'occupation du premier port d'Italie, Gênes, puis de tous les ports de Ligurie et de tous les établissements industriels* ». Également présent, Emilio Colombino, numéro deux de la CGL, assure qu'il faut attendre, que la direction de son syndicat va prendre la décision de l'extension lors de sa prochaine réunion. Soucieux de préserver l'unité syndicale, convaincus que sans l'appui du Parti socialiste et de son syndicat la tâche est impossible, la majorité des anarchistes se prononcent pour attendre l'initiative de la CGL. Cette dernière ayant finalement décidé de ne pas élargir le mouvement, une nouvelle réunion des anarchistes proteste contre « *le vote contre-révolutionnaire* » de la CGL, mais décide qu'« *elle ne peut rien faire par elle-même* ».

Le dirigeant de l'USI, Luigi Fabri, tirant l'année suivante le bilan de l'action des anarchistes, conclura : « *Les anarchistes avaient conquis dans les derniers temps un notable ascendant sur les masses et ils ne surent pas l'utiliser.* […] *Plus tard, quand on cherchera à bâtir des procès à propos de cette préparation supposée accomplie ; on cherchera des preuves dans toute l'Italie,* […] *mais le juge instructeur lui-même* [devra] *convenir que les anarchistes ont seulement fait… des meetings et des journaux !* »

La tendance communiste du PSI est influente dans les usines de Turin et dans les villes piémontaises. Les sections locales du Parti socialiste et de la Fiom leur sont acquises. Gramsci est rédacteur en chef de l'édition turinoise de l'*Avanti !*, ses partisans tiennent partout des meetings dans les usines occupées, font la tournée de celles-ci pour rester constamment en contact avec les militants ouvriers qui se sont rapprochés d'eux. Même minoritaires, comme le raconte le militant Battista Santhià de l'usine SPA, ils ont tout de suite marqué leur différence avec D'Aragona et affirmé que les occupations devaient être la première étape vers la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Les communistes mènent la bataille pour l'extension de la grève et les Conseils à l'intérieur des réunions des instances dirigeantes de la CGL et du PSI.

Vers la signature des accords

Le 10 septembre, la direction du PSI, majoritairement maximaliste, proclame son intention d' « *assumer la responsabilité et la direction du mouvement en l'étendant à tout le pays et à la masse des prolétaires dans son ensemble* ». Elle affirme que le mouvement est devenu politique et révolutionnaire, qu'elle doit donc en assumer la direction et l'orienter vers une prise du pouvoir. En effet, un accord

a été signé en 1918 avec la confédération syndicale : les grèves nationales à caractère politique sont proclamées et conduites par le Parti socialiste, après consultation de la CGL, et les mouvements à caractère économique le sont par le syndicat, après consultation du parti.

D'Aragona est présent lors de cette réunion du parti car il est, comme de nombreux autres responsables syndicaux, également député et dirigeant socialiste. Il menace : « *Vous croyez que le moment est venu de faire naître une action révolutionnaire, eh bien assumez-en la responsabilité. Pour notre part nous ne voulons pas endosser la responsabilité de pousser les prolétaires au suicide, nous vous disons que nous nous retirons et vous donnons notre démission.* […] *À vous de prendre la direction de tout le mouvement.* » Les maximalistes, majoritaires à la direction du parti, et le secrétaire général Gennari qui remplace Serrati parti au deuxième Congrès de l'Internationale communiste en Russie, semblent désemparés. La direction socialiste ne s'imagine pas pouvoir déclencher une action d'envergure sans le poids de l'appareil syndical. Et au moment décisif où il s'agirait de transformer ses discours révolutionnaires en action, d'orienter la lutte vers la prise du pouvoir, elle doute et se défausse.

La révolution est mise aux voix dans une assemblée… de réformistes !

Sous couvert de convaincre la CGL, les responsables du parti engagent la discussion décisive au sein du congrès national du syndicat qui se tient le 11 septembre. Et c'est là, parmi une majorité de réformistes, que va être mise au vote l'orientation de la lutte. La proposition de D'Aragona est de limiter l'objectif du mouvement à la proposition réformiste du « contrôle syndical » sur les entreprises,

de ne pas étendre les occupations et de signer au plus vite un accord mettant un terme au conflit. La motion de Schiavello, le secrétaire maximaliste de la Bourse du travail de Milan, reprend la position du PSI : le syndicat doit céder la direction du mouvement au Parti socialiste, qui orientera la lutte vers la prise du pouvoir. Il y a au congrès cinq cents délégués, avec chacun un nombre de voix proportionnel au nombre de syndiqués de sa fédération. Ainsi D'Aragona obtient 591 245 voix et Schiavello 409 569. Il y a 93 623 abstentions.

Malgré l'état d'esprit de la classe ouvrière, les dirigeants maximalistes se tiennent pour battus. Serrati écrira l'année suivante que « *tous savaient que l'extension n'était voulue sérieusement par personne, même parmi les plus purs des membres de la direction du parti, qu'autrement Gennari* [le secrétaire par intérim du PSI] *et les autres auraient eu le droit d'assumer, eux, la responsabilité de l'action, obligeant les hésitants à les suivre* ». Ce qu'Angelo Tasca commente sans détour : « *Lorsque le vote de Milan donne la majorité aux thèses confédérales, les dirigeants du parti poussent un soupir de soulagement.* » Pour lui, la direction maximaliste du parti a sauvé la face grâce à cette mise en scène de décision démocratique : elle a abandonné la classe ouvrière au moment décisif, mais pourra crier plus tard à la trahison de la CGL et des réformistes. « *Par bonheur, le bon sens prévalut*, se réjouit Giolitti, *particulièrement dans les grandes organisations qui représentaient les masses ouvrières.* »

Une fois la nouvelle rendue publique, il est clair pour les travailleurs que, pour l'heure, l'ensemble de leurs dirigeants a renoncé à l'extension du mouvement. Le 19 septembre, un accord entre le patronat et la CGL est signé. Il accorde une augmentation de 4 lires (la Fiom en réclamait au départ 7) représentant entre 10 et 20 % d'augmentation en fonction de la paie, des indemnités de vie chère,

des améliorations pour les heures supplémentaires et les salaires minimaux, six jours fériés par an, des indemnités de licenciement. Le même jour, Giolitti promulgue un décret qui instaure une commission paritaire syndicats-patrons : elle est chargée de réfléchir à une proposition de loi à propos d'un contrôle syndical sur les entreprises afin « *d'atteindre une amélioration des rapports de discipline entre les patrons et ouvriers et une augmentation de la production* ». Le travail de cette commission n'aboutira jamais, aucune loi ne sera votée, et la plupart des avancées salariales consenties par l'accord ne seront pas respectées. Mais Bruno Buozzi salue « *une victoire qui, du strict point de vue syndical, n'a pas d'équivalent dans toute l'histoire du mouvement ouvrier international* ».

Le 21 septembre, la Fiom réunit un congrès extraordinaire : 117 sections, représentant 148 000 adhérents, se prononcent pour l'accord et 18 sections, proches des Turinois, sont contre. La Fiom fait entériner l'accord en organisant des référendums dans les entreprises de la métallurgie. C'est une escroquerie, car le syndicat présente comme acquise la mise en place d'une forme de contrôle ouvrier sur les entreprises. À Milan il y a 23 570 votes pour, 6 668 partisans de la lutte à outrance et 1 455 abstentions. Même dans le Piémont le vote est favorable : à Turin, on dénombre 18 740 « oui » contre 16 909 « non ». À Biella, l'accord recueille 70 % de votes favorables. Il n'y a qu'à Livourne et Rome que l'opposition l'emporte.

Ce vote intervient dans un contexte qui s'est modifié lors de la dernière semaine de lutte. Les travailleurs sont sans salaire depuis vingt ou trente jours. Il n'y a plus l'enthousiasme du début, l'espoir confiant dans la révolution en marche. La lassitude et l'absentéisme deviennent importants. La tension monte suite aux heurts qui se multiplient avec la police et l'attente déçue fait place à des actes d'exaspération. Le 19 septembre un ouvrier est tué devant les

forges Beccio. Deux jours plus tard, un carabinier meurt devant les grilles de la Fiat-Centro ; au cours d'une fusillade à proximité de l'usine Gilardini, un passant et un garde royal sont abattus ; il y a de nombreux blessés. À Sestri-Ponente, une bombe est lancée contre la caserne de carabiniers. Des violences sont exercées contre les employés qui ne sont pas solidaires de l'occupation.

Le 21 septembre, le Bureau exécutif de l'Internationale communiste (qui suit les événements avec un certain décalage) rédige un appel au prolétariat italien en l'exhortant à l'insurrection et à l'épuration du parti. Cet appel rédigé par Zinoviev ne sera jamais publié par l'*Avanti !*. L'accord avec le patronat est signé le 22 septembre. L'*Avanti !* claironne : « *La bataille pour les Conseils d'usines, pour le contrôle ouvrier, est aujourd'hui gagnée.* »

À Turin, la flamme est plus difficile à éteindre, mais là aussi la tension, la fatigue, les incertitudes, l'isolement, viennent à bout des travailleurs. Les ouvriers ne se rendent plus à l'usine, seuls de petits groupes restent de garde dans les établissements. Ici et là, les communistes construisent des caches pour les armes ou bien les sortent de nuit par camion.

Dans la banlieue de Gênes, les anarchistes tiennent meeting pour exhorter les ouvriers à ne pas abandonner les usines. « *Tout n'est pas fini* », titre le journal anarchiste *Umanità Nuova*. Il n'y a pas de référendum aux aciéries Ciampi, où les anarchistes s'y opposent. Mais la majorité des travailleurs génois, influencée par les réformistes, est prête à évacuer. La résistance à la reprise perdure ici et là, mais s'étiole et prend fin le 27 septembre. Ce jour-là, l'édition turinoise de l'*Avanti !* publie un communiqué reconnaissant que la lutte est terminée et que la défaite en incombe aux dirigeants réformistes.

Dans ses *Souvenirs d'un ouvrier turinois*, le communiste Mario Montagnana, évoque ainsi ces journées : « *Les industriels, signant l'accord qui enregistre leur « défaite », comprenaient très bien que celle-ci était momentanée, et qu'une fois qu'ils seraient retournés en possession de leurs établissements l'heure de la revanche ne serait plus éloignée.* […] *Et les ouvriers – pour le moins la majorité de ceux-ci, surtout à Turin – comprenaient parfaitement ce que signifiait leur « victoire » : le renoncement aux objectifs révolutionnaires qu'ils s'étaient fixés.* […] *J'ai assisté à l'assemblée dans la Fiat-Centro quand l'annonce de l'accord a été faite.* […] *Les ouvriers étaient exaspérés et désespérés. Hurlements, sifflets, travailleurs qui maugréent. Prises de paroles brèves, pleines de rage et d'indignation. Personne ne pouvait accepter la tragique réalité, la décision qu'ils devaient abandonner l'usine. Et pourtant, que faire ?* […] *Ensuite, avec la haine et la colère dans le cœur, le dos courbé et les larmes aux yeux, les ouvriers de Turin, les ouvriers de toute l'Italie abandonnèrent les usines.* »

Dans son récit *La Fiat-Centro aux mains des ouvriers*, Giovanni Parodi raconte : « *Devant les portes et dans les cours intérieures, on attendait l'arrivée des industriels qui devaient reprendre possession de l'usine. Vers 11 h 30, un long sifflement rageur, comme un signal d'alarme, un hurlement de douleur, marqua le retour à leur poste des jaunes et de leurs sbires. Ils arrivaient. Un hurlement puissant les accueillit, un cri qui résumait toute la protestation et qui était toute une promesse :* Vive les Soviets ! *Les industriels livides passèrent entre deux rangs de Gardes rouges.* » Précisons que la scène se déroule dans la plus grande usine du pays et celle où les partisans de la tendance communiste sont les plus influents.

Début octobre, toutes les usines sont rendues au patronat : avec selon les cas des manifestations de joie – défilés au son des fanfares

et banquets – ou avec un sentiment d'amertume. La nouvelle parvient alors que les occupations de terres ont redémarré dans le sud du pays.

Les socialistes turinois dénoncent la trahison des réformistes. Ils présentent néanmoins la conclusion de la lutte sous un jour assez optimiste, disant qu'une nouvelle vague se prépare. Mais avec le recul du temps, Montagnana pourra conclure : « *Que restait-il après six mois, après un an, de la « grandiose victoire syndicale » obtenue suite aux occupations ? Rien, absolument rien, sinon une terrible leçon pour le prolétariat italien.* » Une leçon tragique. En effet, sous le prétexte de la crise économique qui s'amplifie, les patrons licencient par dizaines de milliers les militants qui, comme Giovanni Parodi, ont animé les occupations. La fameuse loi sur le contrôle syndical tombe aux oubliettes.

Une issue décevante

En juillet 1921, lors de leur troisième congrès, les dirigeants de l'Internationale communiste font le constat que, dans les années 1919-1920, l'Italie est « *le pays qui était le plus rapproché de la révolution* » et que « *l'occupation des usines par les ouvriers, en 1920, a constitué un moment décisif dans le développement de la lutte de classe en Italie. Instinctivement, les ouvriers italiens poussaient à la solution de la crise dans un sens révolutionnaire.* » Trotsky ajoutera que « *l'espoir d'une victoire était pleinement fondé, car le gouvernement de la bourgeoisie était démoralisé, paralysé et ne pouvait plus faire confiance ni à l'armée ni à l'appareil de police* ». En septembre 1920, le prolétariat italien avait en effet pris le contrôle des secteurs de pointe de l'économie, il apparaissait à l'ensemble des classes sociales qui souffraient des difficultés économiques de

l'après-guerre comme l'élément moteur capable d'apporter une solution à la société tout entière.

La classe ouvrière avait pris au sérieux les discours révolutionnaires de ses dirigeants et elle avait conquis, ou virtuellement conquis, le pouvoir. Mais il n'y avait aucune organisation capable de lui indiquer la voie à suivre pour transformer l'essai. Au moment décisif, le Parti socialiste s'est retiré, privant de direction et désarmant les travailleurs. « *On ne peut pas faire moins qu'affirmer que le parti, durant ce mouvement, a trahi la classe ouvrière.* [...] *Qu'est-ce qui a eu le dessus : cynisme, réformisme, indécision, stupidité politique ?* » écrira Trotsky.

À présent, les nouvelles élections d'octobre 1920 monopolisent toute l'attention du parti. Les résultats montreront encore un progrès du Parti socialiste : 2 162 mairies seront désormais entre ses mains, sur un total de 8 059, de même que 25 administrations provinciales sur 69. Mais en fait, si les travailleurs accordent toujours leurs suffrages au Parti socialiste, la désillusion fait son chemin et leur état d'esprit se modifie profondément. La fatigue de deux années de luttes intenses, la déception et l'absence de perspectives se font désormais sentir.

Chapitre V

La naissance du Parti communiste d'Italie

Les pressions de l'Internationale sur la direction du PSI

En juillet 1920, lors du second congrès de l'Internationale communiste en Russie, les délégations italiennes du PSI et de la CGL comptent, entre autres, Serrati, Bordiga et D'Aragona. Ce dernier est accueilli par les ouvriers de Kronstadt avec une immense banderole célébrant la grève des horloges… qu'il a contribué à étouffer : les informations sur la situation italienne n'arrivent en Russie qu'avec une certaine confusion.

Le mot d'ordre du congrès est la transformation des anciens partis socialistes en authentiques partis communistes débarrassés de leurs éléments réformistes. Il impose l'adoption de 21 conditions obligatoires pour faire partie de l'Internationale. La septième précise explicitement que les partis qui en sont membres doivent impérativement exclure « *tous les opportunistes notoires, parmi lesquels Turati* ».

Serrati, le « maximaliste » qui ne veut pas rompre avec Turati, avance une série d'arguments pour expliquer que selon lui, le juste raisonnement de Lénine ne s'applique pas au PSI. Le parti italien

n'a-t-il pas déjà procédé à une épuration de ses éléments pro-guerre lors du conflit en Libye en 1911 ? Les réformistes italiens ne sont-ils pas différents de ceux des autres pays, puisqu'ils n'ont pas trahi pendant la guerre ? Serrati ne veut pas rompre avec une partie importante de l'appareil du parti, avec ses fonctionnaires, ses bureaucrates syndicaux, ses gestionnaires de coopératives, ses conseillers municipaux.

Ceux qui prennent clairement parti pour la transformation du PSI en un véritable parti communiste sont des militants plus jeunes. Le premier à s'engager dans cette orientation est Amadeo Bordiga. Âgé de trente-deux ans en 1920, il est ingénieur à Portici, en banlieue de Naples. Dans le journal *Il Soviet* qu'il a fondé dans cette ville en décembre 1918, il a commencé à défendre sur le plan électoral une position abstentionniste, critiquant la transformation du parti en grande machine conçue pour les élections et intégrée à la société capitaliste. Bordiga fédère petit à petit tous les groupes de socialistes en opposition aux notables du parti et aux bureaucrates syndicaux, notamment les membres de la Fédération des jeunes Socialistes.

La fondation du Parti communiste d'Italie

Quatre semaines après le congrès de Tours qui a donné naissance au Parti communiste de France, s'ouvre le 15 janvier 1921, dans le vieux théâtre Goldoni de Livourne, le dix-septième congrès du Parti socialiste italien. La question centrale débattue est de savoir s'il faut ou non exclure le courant réformiste. La motion présentée par les maximalistes soutient qu'il faut conserver l'unité du parti. Les réformistes partagent évidemment ce point de vue.

Le sentiment que le fossé creusé entre les différents camps ne pourra plus être comblé domine d'emblée une assemblée très tendue. Le militant communiste Germanetto se souvient qu'« *à Livourne, au moment du congrès, l'atmosphère était surchauffée.* […] *Kabaktchiev, qui intervenait au nom de l'Internationale communiste, fut plusieurs fois interrompu pendant son discours. Les réformistes, à bout d'arguments, s'amusaient à l'empêcher de parler et à se moquer de son apparence.* » Ils se déchaînent lorsque celui-ci confirme l'exclusion de l'Internationale de tous ceux qui ne voteront pas la motion communiste réclamant l'exclusion des réformistes et crient : « *Excommunication pour péché capital ! Nous ne sommes pas des esclaves, nous ne voulons pas de légats pontificaux.* » Ils repoussent ce qu'ils considèrent comme la prétention des Russes à imposer leurs méthodes « *à des peuples plus évolués sur la route de l'histoire* ».

Le vote repousse la motion d'exclusion. À la demande de Bordiga, prenant acte de la scission, les communistes quittent la salle en chantant l'*Internationale*. Ils se rendent dans un autre théâtre de la ville, le théâtre San Marco, où ils proclament la création du Parti communiste d'Italie, section de l'Internationale communiste.

Le poids réduit des communistes

Les maximalistes, avec Serrati, sont soutenus par les voix de délégués représentant 98 028 membres du parti, contre 58 783 pour les communistes et 14 695 pour les réformistes. Serrati a donc préféré rester unitaire avec 15 000 réformistes plutôt qu'avec près de 60 000 communistes, comme le lui reprocheront Lénine et Zinoviev. Ce ne sont pas les communistes qui réussissent à expulser l'aile droite du Parti socialiste pour le transformer dans un sens révolutionnaire : ce sont eux qui doivent quitter un PSI qui s'ancre à droite.

Hormis à Turin et Trieste, les communistes ne représentent que des minorités dans les sections socialistes. Ils comptent dans leurs rangs très peu de cadres du parti, beaucoup de jeunes, tel Ignazio Silone, qui dirige le journal de la Fédération de la jeunesse et qui a alors vingt ans, et surtout des ouvriers, mais qui restent des minorités : le seul véritable bastion ouvrier du nouveau parti est Turin. Les réformistes conservent une forte influence dans la classe ouvrière, d'autant plus que s'ouvre une période de reflux des luttes. Après deux années de combats infructueux, la fatigue se fait sentir. La confiance en leur propre capacité à renverser la société en place s'émousse parmi les travailleurs et fait place à l'amertume : le moment de la révolution tant annoncée est visiblement passé.

Après toute cette bataille pour démasquer les réformistes, la jeune direction du Parti communiste tend naturellement à l'intransigeance, mais aussi au refus de toute forme d'alliance. Elle tombe dans d'autres déformations, à commencer par une perception erronée de la réalité. Elle ne perçoit pas le recul du mouvement ouvrier qui s'amorce et voit dans les réformistes et les maximalistes, dont elle vient de se séparer, le principal ennemi des travailleurs, parce que le plus perfide. Au moment où le fascisme s'apprête à frapper l'ensemble du mouvement ouvrier et de ses militants, ses dirigeants ne réalisent pas la nécessité de faire front, y compris avec des tendances dont ils viennent de se séparer. Cela pourrait n'être que les inévitables défauts de jeunesse d'une organisation et d'une équipe dirigeante encore sans véritable expérience. Malheureusement les événements qui frappent à la porte ne leur laissent guère le temps de s'aguerrir.

Troisième partie

Vers la contre-révolution fasciste

Chapitre I

Le fascisme contre les organisations ouvrières

La préparation d'une contre-révolution

Dès 1918, Mussolini, l'ancien dirigeant socialiste dont nous connaissons la volte-face, s'est entouré de quelques centaines d'hommes de main, des *arditi*. Ces têtes brûlées, spécialisées dans les actions commandos pendant la guerre, continuent de porter l'uniforme noir avec lequel elles infiltraient de nuit les lignes ennemies. Et dès le 23 mars 1919 se tient à Milan, dans une salle prêtée par le Cercle des intérêts industriels, la conférence constitutive des Faisceaux de combat. Il s'agit d'abord de troupes disparates constituées d'officiers démobilisés, d'*arditi,* mais aussi de syndicalistes interventionnistes et d'étudiants nationalistes. En novembre 1919, les Faisceaux annoncent 17 000 adhérents, essentiellement citadins ; un chiffre très faible par rapport à ceux des syndicats et des autres partis. Candidat à Milan aux élections de novembre 1919, Mussolini ne recueille que 1,85 % des voix.

Fin 1920, la crise économique frappe durement l'industrie italienne. La dette de l'État et l'inflation sont au plus haut. Les puissants groupes sidérurgiques Ansaldo et Ilva entraînent dans leur faillite la Banca di Sconto, ruinant des dizaines de milliers d'épargnants

des classes moyennes. Le nombre des chômeurs atteint bientôt le chiffre de 600 000. Face à cela la combativité ouvrière s'est émoussée au sortir d'une longue période de tensions et de luttes menées en vain. Le nombre des grèves s'effondre.

La grande bourgeoisie n'en a pas moins éprouvé une grande peur et voudrait parer à tout danger de reprise de la vague révolutionnaire. Emilio Lussu, militant du Parti sarde d'action, rapporte ainsi l'état d'esprit d'un de ses amis, recteur d'université très lié avec le milieu bourgeois local : « *Il avait des moments de terreur et de panique, il était obsédé par la certitude que les bolcheviks lui prendraient sa femme.* […] *Je me rappelle également la panique d'un de mes lointains parents, grand propriétaire, terrorisé par la peur de perdre ses terres.* » De même, se plaint un gros propriétaire, « *l'année précédente il y avait eu la grippe espagnole. Cette année s'est diffusée une maladie que personne ne sait diagnostiquer, infiniment plus grave, une sorte* […] *de folie rouge.* »

Pour conjurer leur peur de la « folie rouge », et constatant que l'État s'avère trop faible pour y faire vraiment face, les classes possédantes se tourneront de plus en plus vers le mouvement de Mussolini. Certains patrons y ont déjà fait appel pour jouer les briseurs de grève. De plus en plus de banquiers, comme le financier Ettore Ovazza, d'armateurs, d'industriels à l'exemple des frères Perrone, financent les fascistes. Mais les premiers à les utiliser à grande échelle seront les grands propriétaires terriens.

L'explosion du mouvement fasciste dans les campagnes

La toute-puissance des socialistes dans les campagnes du Nord alimente de profondes rancœurs. Les ligues constituent un

contre-pouvoir efficace qui s'oppose au désir des agrariens de diminuer les salaires. La concurrence des coopératives ouvrières oblige les autres commerces à s'aligner sur leurs prix bas. Certaines Bourses du travail, comme celle de Reggio Emilia ou de Bologne, ont une influence considérable à l'échelle de provinces entières. Elles ont mis sur pied des coopératives de production qui contrôlent les commandes de travaux publics : entretien des routes, des fossés, etc. Sur le terrain politique, les sièges de députés et les mairies ont été ravis par les socialistes. En Émilie, ceux-ci dirigent 223 communes sur 280.

Ainsi, témoigne Lelio Basso, « *jusque dans les petites communes où autrefois l'agrarien était non seulement le seul patron des terres, mais aussi le maire, l'administrateur des œuvres pieuses, le chef tout-puissant de la vie publique, celui qui faisait la loi, il se voit à présent barrer la route des carrières publiques par les paysans et les journaliers. Non seulement le gros propriétaire se trouve confronté à l'organisation ouvrière, la ligue, en ce qui concerne la discussion sur les contrats de travail, non seulement il trouve sur son chemin les coopératives de consommation quand il veut vendre ses produits sur le marché, mais maintenant il les trouve aussi sur son chemin, promptes à lui barrer l'accès au cursus honorum.* » À tout cela s'ajoute la peur qu'ont connue les gros propriétaires lors des occupations de terres.

Ceux-ci savent depuis longtemps utiliser des hommes de main pour briser les tentatives d'organisation et les grèves. En Sicile, ils recourent aux hommes de la Mafia. Les gros propriétaires du Nord vont se tourner vers des bandes de fascistes, qui vont se porter à l'attaque des sièges des syndicats et du Parti socialiste. À bord de camions, ils s'abattent à plusieurs dizaines ou centaines sur des villes et villages, munis de lourds bâtons, d'huile de ricin qui leur

sert de puissant purgatif et d'armes à feu, matraquant les militants socialistes et brûlant leurs locaux.

À Mortara, dans la province de Pavie, les propriétaires adhérents de l'Association des agrariens décident d'une contribution (2 à 4 lires par arpent de terre, un arpent équivalant à environ un tiers d'hectare) versée par chaque propriétaire pour financer les fascistes. Les gros propriétaires mettent également à leur disposition des camions, des locaux, de la nourriture.

Au nord-est du pays, « Ferrare la rouge » est un bastion socialiste où, en 1919, 75 % des suffrages se sont portés sur la liste du PSI. Dans la province, où les 121 communes sont toutes aux mains des socialistes, les gros propriétaires terriens voient dans le fascisme leur bouée de sauvetage. Leur journal local, *La Gazette de Ferrare*, réagit ainsi aux résultats des élections de novembre 1920 : « *La dernière lutte électorale doit nous servir de leçon. Il est nécessaire de trouver des énergies nouvelles, jeunes, audacieuses. Ces jeunes forces, la récente lutte électorale nous les ont révélées : ce sont les fascistes.* » Leur chef local, le *ras*[5] selon la terminologie qui sera celle du fascisme, l'ancien officier Italo Balbo, sait comprendre l'opportunité qui s'offre à lui, de le transformer en un vaste mouvement avec l'appui des propriétaires. Les fonds qu'il reçoit lui permettent de militariser ses escouades, de les organiser en compagnies encadrées par des officiers appointés, de les doter de moyens de transport et de liaison motorisés tels que camions et motos, de les armer. Les « squadristes » – les membres des *squadre*, les équipes fascistes – peuvent ainsi bénéficier d'une solde deux fois supérieure à la paie moyenne d'un employé. Leurs effectifs passent de cinquante en 1919 à mille en décembre 1920.

5. Ce nom donné aux chefs de guerre africains lors de l'expédition coloniale en Éthiopie (de l'arabe ras, tête, chef) sera repris pour désigner les chefs de bandes fascistes.

Des troupes de choc issues de la petite bourgeoisie

Mis à part quelques jaunes et des chômeurs déboussolés, l'immense majorité des travailleurs reste fidèle à ses organisations de classe traditionnelles. Le gros des troupes fascistes, et en premier lieu les cadres, sera issu de la petite bourgeoisie. Dans son *Histoire du mouvement fasciste*, sur une liste de 308 chefs éminents des chemises noires, Gioacchino Volpe, lui-même proche du fascisme, en dénombre 254 qui en sont issus. Or, pour réussir ce dont l'État a été incapable, pour écraser la classe ouvrière et ses puissantes organisations, il faut embrigader des dizaines de milliers de squadristes, des centaines de milliers d'adhérents, avoir le soutien de millions de sympathisants et constituer ainsi une véritable armée de la contre-révolution. C'est dans une partie des classes petites-bourgeoises que Mussolini pourra recruter de telles troupes.

En effet la crise ruine les petits commerces et les artisans, l'inflation anéantit les économies des petits rentiers. Pendant les deux années rouges, une partie de la petite bourgeoisie a voté socialiste, mais elle n'a pas vu venir de ce côté-là une véritable alternative au marasme. C'est une opportunité pour le fascisme. Ses chefs sauront s'appuyer sur les vieux préjugés de classe, sur l'humiliation que ressentent bien des petits bourgeois qui croyaient, à leur façon, faire partie des couches supérieures de la société. Beaucoup méprisent les ouvriers, se considèrent au-dessus d'eux. La situation les humilie d'autant plus. « *Un professeur de lycée gagnait encore moins qu'un balayeur milanais* », s'indigne Roberto Farinacci, l'un des principaux chefs de bandes fascistes. Un fils de propriétaire terrien justifie ainsi la férocité de ses expéditions avec les « Chemises noires » de Mussolini : « *Les paysans s'habillaient comme moi, et la fille du*

bouvier était plus élégante que ma sœur. Le monde allait de travers et nous l'avons redressé. »

Les plus enragés sont les ex-officiers et sous-officiers démobilisés, en général issus des classes intermédiaires instruites. Ils ont l'impression de s'être sacrifiés pour rien et ont de grosses difficultés à se réinsérer dans la société civile : ils ont dû écourter leurs études, les places sont occupées à leur retour et de toute façon il leur semble intolérable d'occuper une modeste et ennuyeuse place d'employé, aux ordres d'obscurs chefs de bureaux, alors qu'eux-mêmes ont pris à l'armée le goût du commandement et d'une vie d'hommes d'action.

Le déchaînement de la violence fasciste

Les événements de Bologne sont le véritable point de départ de l'offensive fasciste. Bologne et l'Émilie-Romagne sont le cœur du contre-pouvoir socialiste. La population de Bologne est invitée à fêter la victoire des socialistes aux élections municipales, le 21 novembre 1920 devant la mairie. Les fascistes attaquent la manifestation. On dénombre dix morts et plusieurs dizaines de blessés.

La réaction du Parti socialiste est inexistante, il n'appelle même pas à la grève. Certains responsables socialistes quittent la ville. C'est une véritable révélation pour tout le pays : le puissant Parti socialiste est un colosse aux pieds d'argile. Il suffit d'une minorité de fascistes déterminés et organisés pour ébranler la citadelle. Et en effet, malgré leur poids numérique, leurs centaines de milliers de militants dévoués et leur réseau de Gardes rouges, les organisations socialistes ne vont rien faire pour riposter aux premiers assauts des Chemises noires. Elles restent passives, n'envisageant d'agir que dans le cadre de la légalité, faisant appel à la police pour que celle-ci

la fasse respecter. Mais lorsque celle-ci intervient, le plus souvent ce n'est pas contre les bandes fascistes, dont elle est complice, mais pour arrêter… les militants socialistes qu'elle accuse de trouble de l'ordre public et violences !

Les agrariens ont ainsi trouvé l'instrument pour battre en brèche les organisations ouvrières. Après Bologne, tout s'accélère. Le 20 décembre 1920, convergeant de toute la province, deux mille fascistes attaquent un meeting et la mairie socialiste de Ferrare. Un militant ouvrier et un passant perdent la vie, mais également trois fascistes. En représailles, les squadristes se rendent dans chaque bourgade de la province pour détruire les locaux des ligues et les habitations des militants, tuant également plusieurs femmes qui s'interposent.

Plus au nord, à Trieste, les armateurs, banquiers et assureurs financent les fascistes qui saccagent la Bourse du travail en février 1921. Les ouvriers de la banlieue se mettent en grève et détruisent une partie des chantiers navals. Les mines sont occupées par les travailleurs en armes. L'armée investit la province et les désarme ; les fascistes ont alors les mains libres pour détruire méthodiquement les sièges des organisations ouvrières, leurs journaux et une centaine de cercles culturels.

De proche en proche, l'offensive gagne toute la plaine du Pô. Le succès et l'impunité encouragent les nouvelles recrues du fascisme. Après Modène en Émilie-Romagne, c'est à Mantoue, en Lombardie, que sont détruits le 20 avril le Cercle des cheminots, l'Université populaire, les Bourses du travail. L'Association agraire dénonce alors les contrats de travail arrachés lors des grèves et fait savoir que désormais seuls les paysans inscrits aux Faisceaux seront embauchés. Non loin de là, à San Giovanni del Dosso, la journée de travail passe de huit à dix heures suite à la liquidation de la ligue. Dans la ville

voisine d'Ostiglia, les Chemises noires donnent un délai d'un mois à la grande coopérative pour fermer ses portes. Toujours en avril, la région de Parme est dévastée. La coopérative vinicole de Piacenza est saccagée après que les carabiniers aient investi les lieux revolver aux poing, ouvrant la voie aux Chemises noires. À Reggio d'Émilie, où la mairie socialiste contrôle la production de pain, les services pharmaceutiques, la distribution du lait et des centaines de coopératives de production agricole et d'épiceries, tout est détruit. À Crémone, en Lombardie, se déchaînent les troupes de Roberto Farinacci, le *ras* local. En mai 1921, ce sont les agrariens de Vénétie qui refusent de reconduire les anciens contrats agricoles arrivant à échéance. Les fascistes s'emparent de la région et liquident les ligues.

La Toscane, au centre de l'Italie, est également touchée. Au début, il s'agit davantage de coups de mains que d'une occupation quasi militaire comme au nord, mais le 2 février 1921 déjà, à Florence, une imprimerie est incendiée par la *squadra disperata*, ramassis d'éléments au passé douteux. Le leader communiste Lavagnini est assassiné. La grève générale est proclamée dans la ville et les ouvriers érigent des barricades autour des bâtiments abritant les sièges de leurs organisations. Les autos blindées et l'artillerie des forces armées interviennent, font place nette et permettent aux fascistes de donner l'assaut à la mairie. Deux jours plus tard, à Sienne, interviennent de concert les fascistes conduits par Giorgio Alberto Chiurco, les carabiniers, ainsi que deux cents soldats avec canons et mitrailleuses. Ils prennent la Maison du peuple, que les fascistes incendient avec l'essence fournie par des gros propriétaires du Consortium agraire.

À la fin du mois de février, les Chemises noires passent également à l'attaque à Bari, dans les Pouilles. En se référant à la compilation

faite par le chef fasciste Chiurco, on peut estimer à un millier le nombre des sièges d'organisations prolétariennes détruits au cours du seul premier trimestre 1921 : ligues paysannes, cercles de culture, Universités populaires, coopératives, journaux et imprimeries, sièges de sections politiques, bibliothèques, locaux de syndicats ouvriers, Sociétés de secours mutuel, Amicales de travailleurs, Bourses du travail. S'y ajoutent le bannissement de leurs responsables, les démissions forcées des municipalités rouges, les milliers d'expéditions punitives aux domiciles des militants, l'incendie de leurs habitations.

Il s'agit là d'une destruction systématique de toutes les formes d'organisation de la classe ouvrière et des paysans, de leurs organisations politiques et économiques. Les partisans de Mussolini s'en prennent autant aux communistes qu'aux socialistes, ils n'épargnent pas plus les fiefs des socialistes réformistes que ceux des maximalistes ou des anarchistes. Ce sont les organisations syndicales, notamment celles liées à la CGL, bien plus nombreuses, qui subissent la majorité des agressions. Mais dans la province de Bergame par exemple, ce sont les influentes ligues blanches qui sont balayées car, même dirigées par les catholiques, elles n'en constituent pas moins une forme d'organisation et de résistance des travailleurs.

Les journaux des industriels et des banquiers, comme le *Corriere della Sera* à Milan ou le *Giornale d'Italia* de Rome, soutiennent systématiquement les fascistes en les présentant comme des victimes exerçant de légitimes représailles. Lors des nouvelles élections législatives du printemps 1921, le libéral Giolitti forme une alliance de tous les partis « *de l'ordre* » afin de tenter de réduire le poids électoral des formations socialistes et communistes. Il choisit d'inclure les fascistes dans ce Bloc national qui obtient la majorité

et dont sortira le nouveau gouvernement. Cette alliance avec les fascistes vient ainsi cautionner leurs violences.

La complicité du gouvernement et de l'appareil d'État

Proposée par Giolitti, la candidature de l'ex-socialiste Bonomi au poste de chef du gouvernement obtient l'accord du roi. Il voit d'un bon œil les violences des Chemises noires qui brisent les reins des organisations prolétariennes. Dès octobre 1920, Bonomi – alors ministre de la Guerre – a d'ailleurs envoyé une circulaire ordonnant que les soixante mille officiers en cours de démobilisation soient incorporés aux Faisceaux de combat pour en assurer l'encadrement, en contrepartie du maintien des quatre cinquièmes de leur solde. C'est toute une partie de l'appareil d'État, préfets, commissaires de police, magistrats, haute hiérarchie militaire, qui appuie déjà ouvertement depuis des mois le fascisme.

À Sienne, l'armée fournit les fusils avant le départ de leurs expéditions. Dans la presque totalité des cas, les forces de l'ordre interviennent dès que les fascistes rencontrent une opposition et, sous couvert de rétablir l'ordre, désarment les seuls ouvriers, laissant ainsi le champ libre aux fascistes. Ainsi en est-il en février 1921 à Bari, où des bandes de Chemises noires dirigées par des fils de gros propriétaires veulent attaquer le congrès de la Federterra. Le syndicat des travailleurs de la terre proclame la grève générale. Des équipes de travailleurs armés de fusils et de grenades se répandent dans les campagnes pour y brûler les fermes des propriétaires fascistes. Ils tuent le bétail et abattent les arbres. Les escarmouches sanglantes se succèdent avec les Chemises noires, mais la lutte devient rapidement inégale avec l'intervention de l'armée qui

désarme les « séditieux », c'est-à-dire les seuls ouvriers agricoles. Le gouvernement, « *pour des raisons d'ordre public* », dissout les unes après les autres les municipalités socialistes qui ont été attaquées. Le ministre de la Justice invite les magistrats à laisser dormir les dossiers concernant « *les délits à buts nationaux* ».

La passivité du principal parti ouvrier

Fort de ses 200 000 adhérents, et, au-delà, du million et demi – encore – de membres de la CGL, comment réagit le plus puissant parti ouvrier, le PSI ? Certes les masses ouvrières, déjà fatiguées de leurs longues luttes, ont été stupéfaites et prises d'effroi devant le déchaînement de violence ; néanmoins les actes de résistance sont innombrables. Telle expédition est attendue par les militants près de Florence : les fascistes rebroussent piteusement chemin en laissant neuf morts dans l'embuscade ; les travailleurs agricoles de Bari traquent les fascistes dans la campagne… En deux ans, six cents ouvriers sont assassinés par les fascistes. Mais ces derniers perdent tout de même trois cents des leurs[6].

Seulement ces actes de résistance restent isolés les uns des autres. Le même schéma se reproduit partout : à la suite d'une agression, la grève générale est proclamée localement dans une ville. Sans aide extérieure, la localité succombe sous le nombre des fascistes qui, eux, concentrent leurs effectifs de toute la région. Ces derniers attaquent alors la ville suivante, qui à son tour réagit par une grève locale. L'étroitesse d'esprit des leaders socialistes locaux leur fait considérer leur ville, leur mairie comme un îlot, un fief socialiste

6. Gramsci compte pour sa part 1 500 assassinats pour les seuls deux cents premiers jours de l'année 1921.

inexpugnable : « Chez nous, ils n'oseront pas ! », pensent-ils sans vouloir voir qu'il s'agit d'un combat à l'échelle du pays.

Les pacifiques coopératives, les cercles de lecture ouvriers, les syndicats sont par nature mal préparés face à une organisation de type militaire. Mais les réseaux de Gardes rouges sont encore vivaces. Dès les premières agressions les organisations ouvrières auraient eu elles aussi les moyens d'agir en s'en prenant aux sièges des faisceaux. Elles auraient les moyens de se coordonner pour opposer à leurs expéditions non pas leurs seules forces locales, mais les organisations ouvrières et les militants de toute la région. En ripostant au même niveau aux attaques des Chemises noires, en s'en prenant à leurs bailleurs de fonds, elles pourraient refroidir notablement l'enthousiasme pour les expéditions fascistes. Mais cela impliquerait de s'orienter consciemment vers une confrontation armée dont l'issue pourrait devenir une lutte révolutionnaire pour le pouvoir. C'est précisément la perspective vers laquelle les dirigeants réformistes ne veulent pas se tourner et qu'ils refusent instinctivement.

Cette attitude revient à laisser assassiner leurs militants, à préférer voir leurs organisations piétinées. Les dirigeants socialistes veulent rester dans la légalité et se bornent à interpeller le gouvernement à la Chambre des députés, en lui demandant d'agir pour faire respecter la légalité. Le 26 avril 1921, aux travailleurs des Pouilles qui lui demandent conseil, Turati répond ainsi : « *Ne réagissez pas aux provocations, ne leur donnez pas de prétexte et ne répondez pas aux injures. Soyez bons, patients, saints. Vous l'avez été depuis mille ans, soyez-le encore. Tolérez, compatissez et pardonnez.* »

Alors que le squadrisme dévaste sa province au nord-ouest de Pavie, le député réformiste Giacomo Matteotti[7] donne le mot

7. Giacomo Matteotti sera assassiné par les fascistes en 1924.

d'ordre suivant : « *Restez dans vos maisons, ne répondez pas aux provocations.* […] *Même le silence, même la lâcheté sont parfois héroïques.* » Las, les morts se comptent par dizaines et les fascistes font entre quatre et cinq mille blessés. Matteotti lance des appels dans l'hémicycle du Parlement alors que, les unes après les autres, les dizaines de communes de sa province sont prises d'assaut sans que soit organisée une résistance collective. Le mot d'ordre du journal de Serrati, l'*Avanti !*, préconise lui aussi « *de rester fermement sur la défensive ; ni exciter, ni provoquer* ». Le Parti socialiste interdit à ses militants d'incorporer les petites formations de combat antifascistes – les *Arditi del popolo* – qui voient le jour en 1921. Le Parti communiste fait d'ailleurs de même par sectarisme, considérant que de telles organisations de combat ne doivent être constituées que de purs communistes.

Chapitre II

Mussolini accède au pouvoir

La politique du Parti communiste

Face au déchaînement squadriste, le jeune Parti communiste a tendance à sous-estimer le danger. Dans l'*Ordine Nuovo* du 23 avril 1921, Gramsci écrit : « *La guerre ouverte des classes ne peut aboutir qu'à la prise du pouvoir par le prolétariat. L'ensemble des événements actuels est le témoignage le plus évident de la décomposition définitive du régime bourgeois.* » Deux jours plus tard, la Bourse du travail de Turin – bastion des ouvriers communistes – est attaquée et incendiée par les fascistes. La résistance des militants ouvriers, parmi lesquels les communistes, isolée et peu organisée, ne fait pas le poids.

Les dirigeants communistes n'en continuent pas moins à défendre l'idée que la crise du pouvoir et de l'équilibre démocratique bourgeois est une bonne chose pour le prolétariat révolutionnaire : elle permet de simplifier la lutte, de démasquer la social-démocratie et d'ouvrir la voie à la seule force réellement révolutionnaire. Le résultat des élections législatives du 15 mai montre pourtant que le climat de terreur fasciste n'entraîne pas la radicalisation des masses de manière automatique. Le Parti communiste fait campagne pour que ces élections soient « *le procès du Parti socialiste* », responsable

de la défaite après le *biennio rosso*. Le PSI obtient pourtant près de 1 600 000 voix et 122 sièges, tandis que le PC, avec moins de 300 000 voix, se contente de quinze sièges. Le grand vainqueur de ces élections est le Bloc national qui rafle 275 sièges, dont 35 vont au Parti fasciste.

Contrairement à la direction du PSI, les dirigeants communistes ne font pas appel à l'État et ne s'en remettent pas à la légalité pour sauver les organisations ouvrières. L'appel lancé par le parti le 2 mars 1921 explique : « *Les coups de la violence bourgeoise montrent aux masses la nécessité d'abandonner les dangereuses illusions du réformisme et de se défaire des prédicateurs imbéciles d'une paix sociale impossible. Le mot d'ordre des communistes est d'accepter la lutte sur le terrain où la bourgeoisie se place. Il est de répondre à la préparation par la préparation, à l'organisation par l'organisation, à la force par la force, aux armes par les armes. Il ne pourra y avoir meilleur entraînement à l'offensive qui sera immanquablement lancée un jour par les forces prolétariennes.* »

Mais comment réaliser ce programme ? Le Parti communiste est faible, bien sûr. Mais de plus, il donne l'impression d'attendre passivement que les masses, ayant fait l'expérience du réformisme, se tournent vers lui. Or cette expérience ne suffit pas, car elle peut très bien au contraire les décourager, les rejeter dans la passivité, si les communistes ne se montrent pas en mesure de les gagner à une politique offensive. Pour cela il faudrait, entre autres, savoir s'adresser au PSI et à la CGL, qui restent les organisations de masse des travailleurs italiens, et à leurs militants. Or le PC se refuse à envisager une action commune contre l'agression fasciste.

Les sirènes du pacte de pacification

Le saccage de la maison du député catholique Migliori, en juillet 1921, entraîne le vote de défiance des députés du Parti populaire contre le gouvernement Facta, qui démissionne. La situation pourrait conduire à une coalition gouvernementale antifasciste regroupant le Parti populaire, catholique, et les socialistes réformistes. Afin d'éviter cela, Mussolini répond favorablement à l'idée d'un pacte de pacification avancée par quelques parlementaires. Celui-ci est signé le 3 août 1921 à Rome, sous l'égide du président de la Chambre, par Mussolini, les socialistes et la CGL. Les signataires s'engagent à faire cesser immédiatement toutes les violences. Mais ce pacte sur le papier n'empêche nullement les exactions fascistes : trois mille Chemises noires sèment la terreur trois jours durant dans la province de Ravenne, en Émilie-Romagne. La fiction d'une trêve est pourtant entretenue par les dirigeants socialistes et syndicaux, qui s'appliquent à faire respecter le « pacte de pacification ». Ils découragent ainsi leurs militants, désarment les travailleurs alors que les fascistes ne le sont nullement.

Au printemps 1922, mis à part quelques villes isolées et les trois grands centres urbains que sont Turin, Milan et Rome, l'offensive fasciste a submergé toute la moitié septentrionale de l'Italie. Ce n'est qu'alors, au mois d'août 1922, que les principaux syndicats appellent à une grève générale dans toute l'Italie pour réclamer une intervention du gouvernement contre les exactions fascistes. Cet appel légaliste, dans un pays où les Chemises noires font régner la terreur dans de nombreuses régions, arrive bien tard pour mobiliser vraiment les forces ouvrières. Les fascistes en profitent pour riposter violemment en intervenant partout contre les grévistes.

Cependant, ils ne sont pas vainqueurs partout : huit à dix mille fascistes sont repoussés à coups de fusil à Parme par des centaines de militants bien organisés, activement soutenus par les habitants des quartiers populaires. Les Chemises noires doivent également rebrousser chemin dans les villes de Bari et Forlì. Mais ces succès restent isolés. Après cette grève dite « légalitaire » du 2 août 1922, les travailleurs quittent en masse les syndicats. Ou bien ce sont ceux-ci qui se rapprochent de Mussolini, à l'exemple de la Fédération italienne des travailleurs de la mer qui, pour éviter la concurrence d'une corporation fasciste des marins sur le point de se créer, préfère signer un pacte de soumission à Mussolini. La démobilisation de la classe ouvrière, le consensus croissant de la petite bourgeoisie, ouvrent à celui-ci le chemin du pouvoir.

La « révolution fasciste »

Mussolini vise désormais le gouvernement du pays. Il annonce une grande mobilisation en direction de la capitale pour le 27 octobre 1922. Du point de vue militaire, cette Marche sur Rome ne compte guère : Mussolini sait parfaitement qu'en cas de conflit, les quatorze mille Chemises noires mal équipées qu'il rassemble aux portes de Rome pourraient être balayées par l'armée. Mais il veut à la fois donner à ses escouades l'illusion qu'il les lance à l'assaut du pouvoir afin de balayer la « pourriture » du régime parlementaire et exercer une nouvelle pression sur le personnel politique traditionnel afin que celui-ci accepte de partager le pouvoir avec lui.

Pendant les quelques jours que dure cette marche, Mussolini reste à Milan, siège des conseils d'administration des grandes entreprises du pays et véritable épicentre de la bataille. Il y multiplie les contacts avec la grande bourgeoisie pour finir de la convaincre

qu'il est son plus indispensable serviteur. L'industriel de la chimie Alberto Pirelli l'assure de son soutien. Gino Olivetti, dirigeant de la Confindustria, forme à l'Assemblée nationale une association constituée d'industriels députés et des 35 parlementaires fascistes. Les dirigeants de l'Association bancaire versent vingt millions de lires pour le financement de la Marche sur Rome.

Mussolini soumet alors à Olivetti une liste de noms en vue de la constitution d'un nouveau gouvernement. Celui-ci l'approuve. Le matin du 28 octobre 1922, le roi prend connaissance d'un télégramme rédigé par les dirigeants des banques, de l'industrie et du Syndicat national des propriétaires terriens lui demandant de confier la présidence du Conseil à Mussolini. Le 29 octobre, le roi fait savoir à celui-ci qu'il le nomme chef du gouvernement.

Avec le fascisme au pouvoir, les classes possédantes italiennes n'ont plus à craindre le danger révolutionnaire représenté par les classes populaires. Le moral de celles-ci, leurs organisations, leurs espoirs sont brisés pour des années. En revanche, le pays va être progressivement livré à la dictature du fascisme et de Mussolini, qui va se proclamer le « Duce » de l'Italie. Elle durera plus de vingt ans jusqu'à sa fin, lors de la Seconde Guerre mondiale.

Bibliographie

Nota : De nombreux ouvrages sur la période décrite n'existent qu'en langue italienne, et beaucoup sont aujourd'hui difficiles à trouver.

En français

Balabanov (Angelica), *Ma Vie de rebelle*, Balland, 1981.

Bordiga (Amadeo), *Le rapport des forces sociales et politiques en Italie,* revue *Rassegna comunista*, 30 septembre-31 octobre 1921.

Cacucci (Antonio), *Oltretorrente*, Christian Bourgeois, 2005.

Fiori (Giuseppe), *La vie d'Antonio Gramsci*, Le Livre de poche, Pluriel, 1977.

Germanetto (Giovanni), *Souvenirs d'un perruquier*, Bureau d'édition, 1939.

Gramsci (Antonio), *Écrits politiques*, Gallimard, 1981.

Guérin (Daniel), *Fascisme et grand capital*, Maspero, 1983.

Lussu (Emilio), *La Marche sur Rome et autres lieux*, Éditions du Félin, 2002.

Milza (Pierre) et Bernstein (Serge), *Le fascisme italien*, Seuil, 1980.

Silone (Ignazio), *L'école des dictateurs*, Gallimard, Folio, 1981.

Spriano (Paolo), *L'occupation des usines*, La Pensée sauvage, 1978.

Tasca (Angelo), *Naissance du fascisme*, Gallimard, 1967.

Les quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, voir la *Résolution sur la question italienne*, François Maspero, 1975.

Le PCI face à l'offensive fasciste, dans la revue *Programme communiste*, numéros 45, 46 et 47, juillet 1969-mars1970.

En italien

Ouvrages généraux

Chabot (Federico), *L'Italia contemporanea,* Piccola Biblioteca Einaudi, 1972.

del Carria (Renzo), *Proletari senza rivoluzione, Storia delle classi subalterne in Italia.*

di Lembo (Luigi), *Guerra di classe e lotta umana,* Biblioteca Franco Serantini Edizioni, 2001.

Spriano (Paolo), *Sulla rivoluzione italiana*, Einaudi, 1978.

Trotsky (Léon), *Scritti sull'Italia* (recueil de textes), Erre Emme, 1990.

Sur la grève des horloges et les occupations d'usines

Buozzi (Bruno), *Scritti e discorsi*, Editrice Sindacale Italiana, 1975.

Granata (Ivano), *Crisi della democrazia: la camera del Lavoro di Milano dal Bienno Rosso al regime fascista*, Franco Angeli, 2006.

Leonetti (Alfonso), *Un comunista*, Feltrinelli, 1977.

Montagnana (Mario), *Ricordi di un operaio torinese*, Rinascita, 1949.

Parodi (Giovanni), *L'occupazione delle fabbriche,* dans *Fascismo e antifascismo,* Feltrinelli, 1962.

Santhià (Battista), *Con Gramsci all'Ordine Nuovo*, Editori Riuniti, 1956.

Spriano (Paolo), *« L'ordine nuovo » e i consigli di fabbrica*, Einaudi, 1971.

Sur le mouvement paysan

Bermani (Cesare), *Tutti o nessuno,* Shake Edizioni, 2005.

Caracciolo (Alberto), *Il movimento contadino nel Lazio*, Rinascita, 1952.

Sur la naissance du Parti communiste Italien

Galli (Giorgio), *Storia del PCI*, Il Formichiere, 1976.
Spriano (Paolo), *Storia del PCI*, Einaudi, 1967-1975.

Sur les débuts du fascisme

Balbo (Italo), *Diario*, Mondadori, 1932.
Basso (Lelio), *Le origini del fascismo*, dans *Fascismo e antifascismo (1918-1936). Lezioni e testimonianze*, Feltrinelli, 1962.
Bosio (Gianni), *La grande paura*, Samonà e Savelli, 1970.
Chiurco (G.A.), *Storia della rivoluzione fascista*, Vallecchi Editore, 1929.
Fabbri (Luigi), *La controrivoluzione preventiva*, Licinio Cappelli Editore, 1922.
Fabbri (Fabio), *Le origini della guerra civile*, Utet, 2008.
Farinacci (Roberto), *Storia del fascismo* (Témoignage d'un chef fasciste), Cremona Nuova, 1940.
Salvatorelli (Luigi) et Mira (Giovanni), *Storia d'Italia nel periodo fascista*, Mondadori, 1969.
Silone (Ignazio), *Il fascismo: origine e sviluppo*, Mondadori, 2002.

Table des matières

Introduction 5

Première partie
L'Italie avant 1918, Une construction encore fragile 7

I. Une unité nationale tardive (1859-1870) 9

II. La situation au début du XX^e siècle 15
La faim de terre des paysans 15
La naissance des ligues paysannes 17
Un développement et une concentration industrielle accélérés 18
Une classe ouvrière en plein développement 19
Les anarchistes 20
Les Bourses du travail et le Parti socialiste 21

III. De la période d'expansion à la guerre 23
1911 : l'aventure militaire en Libye 24
La Semaine rouge 25
La pression belliciste 26
La participation italienne à la grande boucherie 28
Une insurrection ouvrière en pleine guerre 30
Qui va payer la facture de la guerre ? 32
Changer la société ou bien sombrer 33
Le parti ouvrier 35
Le courant nationaliste 37

Deuxième partie
Le « Biennio Rosso » : les deux années rouges, 1919-1920 39

I. Les luttes contre la vie chère 41
Quelle autorité ? 45
La passivité du Parti socialiste 46

II. Les occupations de terres **49**
« La terre à qui la travaille ! » 49
1920 : la lutte se radicalise 53
Une succession de luttes sans réelle coordination 54
Une victoire fragile 57

III. L'appareil d'État paralysé **59**
L'aventure de Fiume 59

IV. L'occupation des usines **63**
La multiplication des luttes ouvrières 63
Les limites de la direction syndicale 64
Les Conseils fleurissent dans les usines 66
La « grève des horloges » 68
L'isolement des ouvriers turinois 70
La révolte d'Ancône 71
L'occupation des usines de la métallurgie 72
Les ouvriers dirigent eux-mêmes la production 75
La constitution de Gardes rouges 76
La seconde semaine d'occupation : l'extension de la grève 79
La CGL freine le mouvement 80
Conseils et syndicats 81
Une bourgeoisie incertaine 83
Le poids des réformistes 86
Vers la signature des accords 88
La révolution est mise aux voix dans une assemblée… de réformistes ! 89
Une issue décevante 94

V. La naissance du Parti communiste d'Italie **97**
Les pressions de l'Internationale sur la direction du PSI 97
La fondation du Parti communiste d'Italie 98
Le poids réduit des communistes 99

Troisième partie
Vers la contre-révolution fasciste **101**

I. Le fascisme contre les organisations ouvrières **103**
La préparation d'une contre-révolution 103
L'explosion du mouvement fasciste dans les campagnes 104
Des troupes de choc issues de la petite bourgeoisie 107
Le déchaînement de la violence fasciste 108
La complicité du gouvernement et de l'appareil d'État 112
La passivité du principal parti ouvrier 113

II. Mussolini accède au pouvoir **117**

La politique du Parti communiste 117
Les sirènes du pacte de pacification 118
La « révolution fasciste » 120

Bibliographie **122**

Dans la même collection

1 - Proche-Orient 1914-2010, les origines du conflit israélo-palestinien

2 - La Première Guerre mondiale, dix millions de morts pour un repartage du monde

3 - Histoire de la mondialisation capitaliste, tome I, 1492-1914

5 - Histoire de la mondialisation capitaliste, tome II, 1914-2010

6 - La Russie avant 1917 – De l'abolition du servage à la veille de la révolution.